

IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

Avril 2026

STRATÉGIES CHINOISES ET ÉQUILIBRES DE PUISSANCE EN OCÉANIE INSULAIRE

Carine Pina

Chercheure Chine à l'IRSEM



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ÉTUDE – n° 133

STRATÉGIES CHINOISES ET ÉQUILIBRES DE PUISSANCE EN OCÉANIE INSULAIRE

Carine Pina

Chercheure Chine à l'IRSEM

Pour citer cette étude

Carine Pina, *Stratégies chinoises et équilibres de puissance en Océanie insulaire*, Étude 133, IRSEM, avril 2026.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-172634-5

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

132. *L'écriture des constitutions en période de conflit armé – Étude interdisciplinaire*
Anne-Hélène BERTANA et Yaodia SÉNOU
DUMARTIN (dir.)
131. *Dissuader la Chine ? Taïwan et les États-Unis face à leurs dilemmes défensifs*
Hugo TIERNY
130. *Des institutions en (r)évolution : Armée et police en Tunisie après 2011*
Audrey PLUTA
129. *La Chine en Afrique : Des « diplomaties » alternatives pour de nouveaux enjeux sécuritaires*
Alexandre LAURET, Mathieu MÉRINO, Carine PINA
(dir.)
128. *Le retour du service militaire en Europe – De la suppression des conscriptions après la fin de la guerre froide à leur rétablissement relatif depuis 2022*
Maxime LAUNAY
127. *Surveiller sans voir : Les services de renseignement israéliens et l'échec du 7 octobre*
Clément RENAULT
126. *La puissance sans principe – Géopolitique du trumpisme*
Maud QUESSARD
125. *Estonie, Lettonie, Lituanie : de la périphérie au centre du débat stratégique européen*
Philippe PERCHOC
124. *L'état de siège sur le territoire métropolitain français – Approches historique, juridique et socio-géographique*
Maxime LAUNAY et Florian OPILLARD
123. *La guerre des fréquences – Vers une marchandisation de la ressource spectre/orbite ?*
Béatrice HAINAUT

ÉQUIPE

Directeur

Martial FOUCAULT

Directeur adjoint

ICA Benoît RADEMACHER

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

<https://www.irsem.fr>



AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

© 2026 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (War Studies) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Carine Pina est chercheuse Chine-Monde chinois à l'IRSEM. Docteur en droit et économie du développement, politologue et sinologue, elle travaille sur la Chine et ses relations internationales dans leurs aspects économiques, sociaux et stratégiques, en particulier sur les migrations internationales chinoises, les communautés chinoises et leurs liens avec l'expansion internationale de la Chine. Elle est notamment l'autrice de *La Chine et sa nouvelle diaspora. La mobilité au service de la puissance* (Paris, Ellipses, 2012) et de *La Chine dans le monde. Panorama d'une ascension. Les relations internationales de la RPC de 1949 à nos jours* (Paris, Ellipses, 2011). À l'IRSEM, elle a publié deux notes de recherche – « La coopération policière et judiciaire internationale de la Chine. Un “engagement innovant” pour la prise en compte des menaces sécuritaires non traditionnelles » (135, 3 mai 2023) et, avec Fatiha Dazi-Héni et Wendy Ramadan-Alban, « L'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin – Regards croisés » (137, 7 juin 2023) – et une étude, *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre* (军队非战争军事行动) à l'étranger – *Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*, parue en mars 2024.

Contact : carine.pina@irsem.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	8
INTRODUCTION	10
I. DE THUCYDIDE À KISSINGER.....	16
Les EIO face à la Chine.....	16
Des « petits » États ?.....	16
« Amis de tous et ennemis de personne »	19
Des États créatifs	22
II. LA STRATÉGIE CHINOISE	
DU « GAGNANT-GAGNANT »	27
En adéquation avec les États insulaires océaniens ?	27
Un « modus operandi » chinois aujourd’hui bien rodé	27
Des intérêts chinois non négligeables	51
III. L’INFLUENCE CHINOISE AU SEIN DES ÉTATS INSULAIRES OCÉANIENS CONTRECARRÉE	63
La recrudescence des activités des États-Unis et de leurs alliés au sein des EIO	63
Un Pacifique ouvert à presque tous et loin d’être pacifié	70
CONCLUSION	75

RÉSUMÉ

Dans la région Asie-Pacifique (Indo-Pacifique), et peut-être plus qu'ailleurs, la Chine est à la fois un partenaire économique majeur et un catalyseur « d'anxiété géopolitique ». De fait, sa présence et son influence se sont considérablement étendues dans cette vaste région suivant l'accroissement de ses moyens (économiques, politiques et sécuritaires). Depuis le début du XXI^e siècle, et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013-), le développement économique et militaire de la Chine inquiète. L'extension des intérêts chinois et le renforcement des relations entre Pékin et les États insulaires océaniques (EIO) depuis le début du XXI^e siècle n'échappent pas à ces réactions.

A priori, le déséquilibre entre les éléments de puissance de la Chine et des États insulaires océaniques laisse à penser que l'implantation de la première au sein des seconds aurait pu être subie plutôt que souhaitée. La question de la place croissante tenue par Pékin et ses acteurs auprès d'eux, et celle sous-jacente de leur influence potentielle, doit être posée à l'aune des États concernés, de leurs caractéristiques (pour la plupart « petits » et insulaires), mais aussi de leur environnement stratégique (une compétition de « grandes » puissances). Comme le montre l'importante littérature théorique sur la question des « petits » États, ces derniers qui n'ont finalement de « petits » que le qualificatif dont on les affuble, « amis de tous et ennemis de personne » en Océanie, font en réalité preuve d'une créativité certaine pour naviguer dans la compétition de puissances, preuve, si besoin en est, de leur agentivité. Ces approches sont une grille de lecture des plus éclairantes sur la présence croissante de la Chine au sein de cet espace.

Depuis le début du XXI^e siècle, la Chine et ses acteurs se sont fortement implantés en Océanie par le biais d'un processus identique à celui mis en œuvre dans d'autres régions : la stratégie du « gagnant-gagnant ». Elle s'y positionne en privilégiant trois portes d'entrée. La première correspond aux nombreux besoins des EIO en matière de développement (économique et social, résilience face au changement climatique et sécurité intérieure). La deuxième consiste à exploiter leur potentiel économique. Enfin, la troisième est constituée par la présence des communautés chinoises dans les États insulaires océaniques. Comme la Chine le dit elle-même, elle n'est pas un mécène, et ses relations doivent lui

permettre de satisfaire ses propres objectifs. Son intérêt pour l'Océanie s'explique par des visées économiques présentes et futures, ainsi que par des considérations diplomatiques, mais, dans cette sous-région du Pacifique plus qu'ailleurs, son expansion répond à ses préoccupations sécuritaires. Néanmoins, si effectivement, de par une implantation multisectorielle, la Chine a pu accroître son importance au sein des États insulaires océaniques, cette situation semble n'avoir été que provisoire.

L'amplitude d'action de la Chine au sein des États insulaires océaniques n'est pas, ou plus, aussi importante que l'on a pu l'imaginer. Sa présence n'y a pas suscité de réactions virulentes des autres puissances de la région (Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis) jusqu'à la seconde moitié des années 2010, période à partir de laquelle elle apparaît successivement comme préoccupante puis dangereuse. Ce changement de paradigme enclenche un retour progressif, mais important, et avant tout sécuritaire, de Washington suivi et soutenu par Canberra et Wellington. Si ce revirement répond indéniablement aux stratégies d'« enchères » et de *hedging* menées par les EIO, ses modalités semblent difficilement compatibles avec le maintien d'un « Pacifique ouvert à tous et pacifié » et questionnent la viabilité des stratégies des « petits » États aux prises avec une compétition exacerbée de « grandes » puissances.

INTRODUCTION

Dans la région Asie-Pacifique (Indo-Pacifique), et peut-être plus qu'ailleurs, la Chine est à la fois un partenaire économique majeur et un catalyseur « d'anxiété géopolitique » que Chengxin Pang définit comme « une insécurité chronique qui touche à l'être ontologique des États, c'est-à-dire à leur identité, à leur soi, et plus encore à l'image de soi, à l'histoire qu'ils se racontent d'eux-mêmes à travers le temps »¹. Depuis plus de deux décennies, l'ascension économique, militaire et politique de Pékin bouscule pour de nombreux États un ensemble de représentations fondamentales qui se rapportent à l'image qu'ils ont d'eux-mêmes et du monde qui les entoure. Ce syndrome explique pourquoi certains d'entre eux se sont approprié et ont construit le concept stratégique d'Indo-Pacifique, porté à l'origine par le Japon, les États-Unis, l'Australie et l'Inde pour affronter la montée en puissance de la Chine. Pour Washington, l'ascension chinoise génère une grande incertitude et remet en cause les rapports de force et l'ordre international favorables à ses intérêts². L'Australie y adhère pour maintenir l'engagement des États-Unis à ses côtés dans la région et ainsi éloigner son démon historique, « sa peur de l'abandon³ ». En 2007, Shinzo Abe, Premier ministre japonais, est le premier à militer publiquement pour recréer un courant de circulation entre le Pacifique et l'océan Indien. Le Japon fait aussi face à un environnement de plus en plus difficile, du fait des prétentions territoriales chinoises et incertain, du fait de la versatilité de l'engagement américain en Asie. Les trois États trouvent enfin un autre intérêt commun au concept d'Indo-Pacifique : se rapprocher de l'Inde qu'ils imaginent comme le meilleur gardien de l'océan Indien face à Pékin. En continuité de ce qui a présidé à sa genèse, le concept d'Indo-Pacifique structure et cristallise l'opposition entre la Chine et les États-Unis.

De fait, la présence et l'influence de la Chine se sont considérablement étendues dans cette vaste région suivant l'accroissement de ses moyens économiques, politiques et sécuritaires. Depuis le début du XXI^e siècle,

1. Chengxin Pang, « The “Indo-Pacific” and geopolitical anxieties about China's rise in the Asian regional order », *Australian Journal of International Affairs*, 68 (4), 2014, p. 456.
2. Hugo Meijer, « La politique étrangère des États-Unis dans l'Indo-Pacifique », dans Delphine Allès, Christophe Jaffrelot (dir.), *L'Indo-Pacifique*, Paris, Presses de Sciences Po, « L'enjeu mondial », 2024, p. 37-53.
3. Isabelle Saint-Mézard, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*, Paris, PUF, 2022.

et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir en 2013 de Xi Jinping, le développement économique et militaire de la Chine inquiète. Outre une formidable expansion économique, via son projet des Routes de la soie, Pékin accentue ses pressions pour imposer, y compris par la force, ses prétentions territoriales dans les îles Spratleys (Philippines), Senkaku/Diaoyu (Japon) et bien sûr sur Taïwan. Il a ainsi amélioré sa force militaire navale en haute mer, l'ensemble de ses capacités de projection et de ravitaillement (base de Djibouti, 2017). La Chine multiplie également les exercices militaires, seule, avec des membres de l'ASEAN, et plus inquiétant, avec la Russie. Néanmoins, certains États de la région, à l'instar des États insulaires de l'Océanie (EIO), ne souhaitent pas entrer dans cette logique d'opposition entre la Chine, les États-Unis et leurs alliés. Outre le fait, majeur, qu'ils ont été largement ignorés par les concepteurs de la stratégie de l'Indo-Pacifique⁴, ils lui opposaient celle d'un Pacifique « ouvert à tous⁵ », y compris à la RPC dont la présence et les intérêts sont effectivement allés croissant sur leurs territoires depuis le début du XXI^e siècle.

La présence « chinoise » au sein des États insulaires de l'Océanie est en fait très ancienne puisque des marchands chinois auraient sillonné la région dès le XVII^e siècle. À partir du milieu du XIX^e siècle, elle va considérablement s'accroître avec l'importation de main-d'œuvre chinoise (coolies) par les puissances coloniales, comme aux îles Samoa. Pour ceux de ces migrants qui resteront après la fin de leurs contrats, beaucoup s'intégreront dans les sociétés océaniques, créant souvent des cultures mixtes. Ces flux et reflux de populations seront constants, renforcés par la guerre du Pacifique, les indépendances des États d'Asie du Sud-Est et les reconstitutions de réseaux de personnes d'origine chinoise en provenance de ces États, mais aussi de Taïwan et Hong Kong. Les relations étatiques avec le gouvernement nationaliste réfugié à Taïwan (on parle aujourd'hui du gouvernement de Taïwan ou de la République de Chine) ou le gouvernement communiste de Pékin (République populaire de Chine) ne s'imposent qu'à partir du moment où les EIO deviennent eux-mêmes indépendants.

4. Christian Lechervy, « L'Océanie, le cœur battant du Pacifique », dans Delphine Allès, Christophe Jaffrelot (dir.), *L'Indo-Pacifique*, op. cit., p. 182-183.

5. Sarah Mohammed-Gaillard, *Géopolitique de l'Océanie*, Paris, Le Cavalier bleu, 2026.

Tableau 1

	Indépendances	Relations diplomatiques avec la RPC	Relations diplomatiques avec Taïwan
Fidji	1970	1976	
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1975	1976	
Îles Salomon	1978	2019	1983-2019
Îles Kiribati	1979	2019	2003-2019
Îles Tonga	1970	1998	
Vanuatu	1980	1982	
Samoa	1962	1976	
Niue	1974 (libre association NZ)	2007	
Îles Cook	1965 (libre association NZ)	1997	
Micronésie (États)	1986 (libre association EU)	1989	
Nauru	1968	2024	1968-2024
Palaos	1994 (libre association EU)		1999-
Îles Marshall	1979 (libre association EU)		1998-
Tuvalu	1978		1979-

Depuis les années 1990, ces relations étatiques se caractérisent par une alternance importante entre Taïwan et la RPC. Elles ont été longtemps soumises à celles que les EIO entretiennent avec les grands États de la région (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) et à celles que ces derniers ont eux-mêmes avec Pékin. Elles sont allées en s'accroissant avec la RPC depuis la fin des années 1990.

Jusqu'en 2006 environ, les activités menées par la Chine sous la présidence de Hu Jintao (2003-2013) dans la région n'attirent pas particulièrement l'attention alors même qu'elles sont en augmentation constante. Cette année-là, l'aide au développement accordée par Pékin aux EIO atteint un milliard de US\$ alors qu'en 2003, elle était de 433 millions de US\$. En avril 2006, Wen Jiabao (2003-2013) est le premier Premier ministre chinois à visiter la région lors du lancement de la Première conférence ministérielle du Forum de coopération et de développement

économique des pays insulaires Chine-Pacifique⁶. En 2014, Xi Jinping est le premier président chinois à se rendre dans un des EIO : les Fidji⁷. En 2018, il ira en Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'occasion de la réunion de l'APEC qui s'y déroule⁸. Pour les chercheurs chinois, comme pour leurs homologues étrangers sur la région, le tournant de l'intérêt de la diplomatie chinoise pour la région Pacifique et les EIO date officiellement de 2013. En octobre 2013 se serait tenu un comité de travail au plus haut niveau (composé de sept membres du Comité permanent du PCC) sur la diplomatie chinoise de voisinage : il s'agit de ne plus seulement entretenir des relations avec les « grands » États de la région mais également d'accorder plus d'attention aux « petits » se situant dans la grande périphérie chinoise. L'année 2013 est aussi l'année du lancement du projet économique cher à Xi Jinping des Routes de la soie et les EIO sont vus comme une extension vers le sud de la *Belt and Road Initiative* (BRI)⁹, plus précisément dans son volet maritime. À partir des années 2014-2015, les relations et les échanges commerciaux, culturels, politiques, sécuritaires, bilatéraux et régionaux entre les EIO et la RPC s'accroissent.

La présence de la RPC s'inscrit depuis sous le sceau de rivalités grandissantes. Lorsque les autorités chinoises investissent plus avant l'espace géographique des EIO, la plupart de leurs gouvernements reconnaissent Taïwan. L'enjeu sera, nous y reviendrons, de diminuer la position diplomatique de Taïpeh dans la région. À cette première rivalité s'ajoute, à partir de 2016, celle avec les États-Unis (et leurs alliés dans la région dont l'Australie et la Nouvelle-Zélande) qui ne fera que s'attiser jusqu'à aujourd'hui. Au cours des quinze premières années de la décennie 2000, la Chine a occupé une place « vide » au sein des EIO, clairement délaissés par Washington et ses alliés. Depuis dix ans, le discours américain et allié sur la présence chinoise dans la région s'est modifié pour la présenter généralement sous un seul aspect problématique et dangereux. Les facteurs explicatifs de ce changement de paradigme sont multiples, et somme toute légitimes : la compétition croissante entre la RPC et les États-Unis, l'augmentation des capacités militaires chinoises et celle de leur capacité de projection à l'international ainsi que l'éventualité d'un conflit armé autour de Taïwan et de territoires en mer de Chine du Sud.

6. « [Wen's speech at China-Pacific Island Countries forum](#) », *China Daily.com*, 5 avril 2006.

7. « [Xi visits Fiji for closer ties with Pacific island countries](#) », *China Daily.com*, 21 novembre 2014.

8. « [Xi arrives in PNG for state visit, APEC meeting](#) », *Xinhua*, 15 novembre 2018.

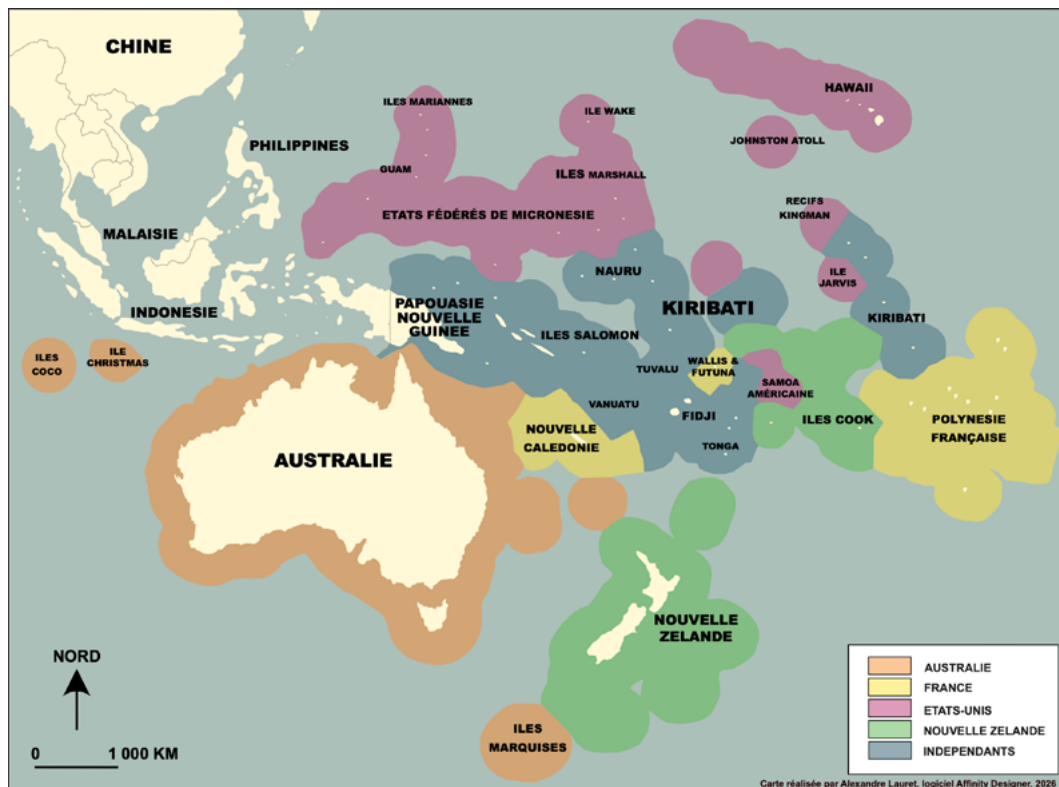
9. Il y a aujourd'hui 151 États associés à la BRI.

Les travaux sur la question de la présence de la RPC dans le Pacifique, et dans les EIO en particulier, sont aujourd'hui nombreux, y compris en langue française¹⁰. Ils décrivent les relations que les EIO entretiennent avec la Chine et/ou avec la Chine et les autres puissances traditionnelles de la région. Pour ne pas être uniquement une nouvelle géopolitique de la présence chinoise dans les EIO, cette étude s'appuie sur une réflexion plus large autour du positionnement des « petits » États face à un « grand » État et face à la compétition de puissances. *A priori*, le déséquilibre entre les éléments de puissance de la Chine et des EIO laisse à penser que l'implantation de la première au sein des seconds aurait pu être subie plutôt que souhaitée. Or les nombreux travaux théoriques entrepris sur le positionnement des « petits » États¹¹ dans les relations internationales, sur lesquels nous nous sommes fondée, montrent au contraire leur marge de manœuvre non négligeable. Ils occupent également des positions singulières lorsqu'ils se retrouvent confrontés à une compétition de puissances, qui est à la fois pour eux une source d'opportunités et de risques, comme l'illustre effectivement le cas de la Chine au sein des EIO face aux États-Unis et à leurs alliés. Les particularités que présentent les EIO, en tant que « petits » États, permettent également d'éclairer la manière dont les intérêts chinois s'y sont positionnés. Afin d'établir un état des lieux le plus exhaustif possible sur la présence de la Chine (acteurs publics mais aussi privés) dans ces EIO et de leurs attendus pour Pékin, nous nous sommes appuyée sur les travaux, les rapports et textes officiels ainsi que la presse émanant des EIO, des puissances traditionnelles de la région et de la Chine. Cela nous a permis de circonscrire un processus d'implantation et des visées chinois assez identiques à ceux déjà identifiés au sein des États dits du « Sud global ». Enfin, un dernier corpus de documents officiels, d'articles et d'études universitaires, étayé par des entretiens, nous a permis de montrer, au-delà des discours alarmistes, de l'influence mythifiée et surdimensionnée de la présence chinoise dans les EIO, ses limites croissantes dans un espace stratégique vital pour les intérêts des États-Unis et de leurs alliés.

10. En particulier, Sarah Mohammed-Gaillard et Benoît de Tréglodé (dir.), « L'Océanie, un théâtre sécuritaire en Indo-Pacifique ? », *Revue Défense nationale*, 872, été 2024 ; Sarah Mohammed-Gaillard, *Géopolitique de l'Océanie*, op. cit. Pour les autres travaux mobilisés voir notes de l'étude.

11. Voir la première partie pour la bibliographie mobilisée.

Carte 1 : Les îles du Pacifique et leurs partenaires traditionnels¹²



Quelles sont donc l'étendue et la portée actuelles des intérêts de Pékin au sein des EIO ? Sont-elles si importantes que l'on puisse utiliser le terme d'influence chinoise pour en décrire les effets ? Ces États et leurs gouvernements n'auraient-ils donc aucune marge de manœuvre à l'égard des intérêts chinois ? Enfin, cette présence ne suscite-t-elle aucune réaction des puissances traditionnelles de la région ?

La littérature théorique sur les « petits » États et leurs relations internationales constitue une clé de lecture des plus intéressantes pour appréhender le processus d'expansion de la Chine et de ses acteurs au sein des EIO, montrant que loin d'être subie, cette présence a été choisie (I). Les modalités d'entrée et d'installation des acteurs chinois au sein des EIO suivent la stratégie chère à Pékin de « gagnant-gagnant » et lui permettent de poursuivre ses propres objectifs (II). Cependant, la présence chinoise en Océanie n'est pas aussi importante qu'on le suppose car elle suscite, surtout depuis 2022, une réaction épidermique des États-Unis et de leurs alliés, puissances traditionnelles de la région, qui les conduit à réinvestir les EIO au détriment de Pékin (III).

12. Meg Keen, Alan Tidwell, « [Geopolitics in the Pacific Islands: Playing for advantage](#) », *Policy Brief*, Lowy Institute, 31 janvier 2024.

I. DE THUCYDIDE À KISSINGER

Les EIO face à la Chine

La question de la place que tient la Chine auprès des EIO, et celle sous-jacente d'une influence potentielle de Pékin, doit être posée à l'aune des États concernés, de leurs caractéristiques, mais aussi de leur positionnement au sein d'un environnement stratégique caractérisé par une compétition de grandes puissances, les amenant à faire preuve d'une créativité certaine.

DES « PETITS » ÉTATS ?

La plupart des États océaniques dont il est ici question sont qualifiés de « petits » États insulaires en développement. Si les attributs d'insulaire et de développement ne prêtent pas trop à controverse, il en est tout autrement de celui de « petit ». Dès la seconde partie du XX^e siècle et surtout depuis le début du XXI^e siècle, il a fait l'objet de multiples critiques et tentatives de définition, sans qu'aucune fasse l'unanimité¹. On trouve dans la littérature empirique comme théorique en rapport avec ces entités des synonymes tels que « puissances mineures », « petites puissances », « petites nations » ou « États ou pouvoirs faibles »². Comme l'écrit Tom Long « les petits États ont longtemps été définis de manière vague en fonction de ce qu'ils ne sont pas ou de ce qu'ils ne possèdent pas, plutôt qu'en fonction de ce qu'ils sont³ ». Schématiquement, les définitions de la « petitesse » se divisent en deux groupes et reposent sur les attributs qui permettent de caractériser l'étendue du pouvoir d'un État⁴.

Le premier ensemble de définitions s'appuie sur des critères quantitatifs, comme la population, la taille et l'isolement du territoire ou le PIB. Le critère démographique est d'ailleurs adopté par le Commonwealth : les petits États sont ceux qui ont une population qui ne dépasse pas

1. Tom Long, « It's not size, it's relationship: From "small states" to asymmetry », *International Politics*, 54 (2), p. 144-160.

2. Ksenia Efremova, « Small States in Great Power Politics. Understanding the "Buffer Effect" », *Central European Journal of International and Security Studies*, 13 (1), p. 102.

3. Tom Long, « It's not size, it's relationship », art. cité, p. 147 [traduit par l'auteur].

4. Michael W. Mosser, « Engineering Influence: The Subtle Power of Small States in the CSCE/OSCE », dans Erich Reichter, Heinz Gärtner (dir.), *Small States and Alliances*, Heidelberg, NY, Physica-Verlag, 2001.

1 à 1,5 million de personnes⁵. Économiquement, ils se caractériseraient par l'absence de diversification de leurs activités productives et l'impossibilité d'y remédier, ce qui engendre une dépendance accrue aux échanges⁶. Ils ne peuvent généralement pas ou peu, assurer leur sécurité en l'absence de moyens adéquats (armées et police). Enfin, ils sont généralement plus vulnérables aux conséquences du changement climatique et moins résilients face aux catastrophes naturelles qu'ils subissent⁷. Si ces éléments peuvent effectivement décrire une partie de la réalité de ces entités, aucun ne peut servir à lui seul de critère objectif et absolu pour créer une catégorie homogène. Par ailleurs, en relations internationales, on peut poser la question de l'utilité de ces caractéristiques quantitatives qui tendent à faire des États des objets et non des sujets⁸.

Le second ensemble de définitions s'appuie, en réaction au premier, sur des critères relatifs, le plus souvent en termes de capacités relationnelles ou d'interactions entre États. Ainsi, un premier groupe d'auteurs s'attache à caractériser les « petits » États au regard des différences de pouvoir-puissances qui se manifestent dans leurs relations avec les « grands ». Ils estiment que les « petits États » sont des enjeux et non des joueurs dans les interactions des puissances. Ils seraient des « preneurs » de jeux plutôt que des « faiseurs » de jeux, dans une terminologie économique libérale (*price taker/price maker*)⁹. De fait, ils seraient plus vulnérables aux pressions des « grandes » puissances et incapables d'assurer leur propre sécurité sans se reposer sur le système sécuritaire d'un tiers. Néanmoins, ils ne seraient pas totalement dépourvus de marges de manœuvre. « Au contraire, ils sont prompts à tirer parti des opportunités offertes par la nature d'un système international donné¹⁰. » Un deuxième ensemble d'auteurs se fonde sur les différences entre les politiques étrangères des États pour distinguer les

5. Commonwealth Secretariat, *Vulnerability: Small States in the Global Society*, 1985, <https://www.thecommonwealth-ilibrary.org/index.php/comsec/catalog/book/882>.

6. Naren Prasad, « Small but Smart: Small States in the Global System », dans Andrew F. Cooper, Timothy M. Shaw (dir.), *The Diplomacies of Small States. Between Vulnerability and Resilience*, Basingstoke, Palgrave MacMillan, International Political Economy Series, 2009, p. 47.

7. L. Briguglio, G. Cordina et E.J. Kisanga (dir.), *Building the Economic Resilience of Small States*, Formatek Publishing, 2006.

8. Ksenia Efremova, « Small States in Great Power Politics », art. cité, p. 103.

9. Amry Vanderbosch, « The Small States in International Politics and Organization », *Journal of International Politics*, 26 (2), p. 301.

10. Michael M. Handel, *Weak States in the International System*, Londres, Frank Cass, 1990, p. 45-46 [traduit par l'auteur].

« petits » des « grands ». Les premiers seraient selon eux portés vers des intérêts nationaux et régionaux tandis que les seconds ajouteraient à ces deux préoccupations une dimension internationale. Les « petits États » n'auraient aucune ambition (ni moyens) d'exercer une quelconque hégémonie ou influence sur leurs homologues à la différence des « grands États ». Selon Singer R. Marshall, les États plus puissants tendent à être des mentors pour les moins puissants¹¹. Enfin, le dernier ensemble de chercheurs prolongent ces comparaisons en portant leur regard sur le rôle systémique des États. Ils estiment qu'en comparaison des « grandes » puissances, les « petites » puissances concentrent leurs intérêts sur des sous-systèmes régionaux. Pour Keohane, les petits États s'apparentent à des « États inefficaces sur le plan systémique », en ce qu'ils doivent conduire des politiques étrangères qui « s'ajustent à la réalité et non qui l'agent »¹².

Toutes ces définitions ont en commun de comparer « petites » et « grandes » puissances, alors que ces deux qualificatifs demeurent relatifs et contextuels. Un « petit » État dans un système international peut être « grand » à l'échelle régionale. Par ailleurs, ces significations se résument en fait à la description de systèmes de relations asymétriques. Comme l'écrit Tom Long, « les spécialistes des relations internationales devraient cesser de définir et redéfinir les concepts de "petit État" et les mettre de côté en tant que catégorie analytique. Ce qui importe, ce n'est pas la "taille", quelle que soit sa définition, mais les relations entre les États. Au lieu de parler de petits et de grands États, il serait plus efficace de raisonner en termes d'asymétrie¹³ ». En passant de la question de la taille (en fait des attributs de pouvoir) à celle de l'asymétrie relationnelle, les ressources du pouvoir ne perdent pas leur intérêt mais prennent une nouvelle importance : il ne s'agit plus de savoir de quelle manière le manque de ressources a un impact sur l'attitude des différents États, mais de quelle manière ces asymétries de pouvoir affectent les capacités d'influence ou de résistance à l'influence.

11. Marshall R. Singer, *Weak States in a World of Powers: The Dynamics of International Relationships*, New York, The Free Press, 1972, p. 5-6.

12. Robert O. Keohane, « Lilliputians' Dilemmas: Small States in International Politics », *International Organization*, 23 (2), p. 295-296 [traduit par l'auteur].

13. Tom Long, « It's not size, it's relationship », art. cité, p. 145 [traduit par l'auteur].

« AMIS DE TOUS ET ENNEMIS DE PERSONNE »

Il est intéressant dans le cadre de l'étude de l'influence de la Chine auprès des EIO d'examiner les cadres théoriques afférents aux systèmes de relations étatiques asymétriques et en premier lieu ceux relatifs aux États et systèmes tampons (*Buffer States* ou *Buffer System*) qui, s'ils ont été formalisés pendant et après la guerre froide, ont été depuis largement complexifiés.

Un système tampon (*Buffer System*) est formé par l'interaction entre deux « grandes » puissances adjacentes, potentiellement rivales ou hostiles, relativement égales dans leurs capacités de projection et de « petits » États tampons (*Buffer States*)¹⁴. Trois facteurs définissent un tel dispositif : la proximité géographique, l'équilibre des pouvoirs entre les puissances et les orientations de leurs politiques étrangères respectives. De manière générale, les deux « grandes » puissances tendent à vouloir étendre leur influence (ou contrôle) sur ces territoires situés entre elles car ils présentent des intérêts en termes stratégiques, politiques ou économiques. Le *Buffer System* se caractérise par l'asymétrie de pouvoir entre les « grandes » puissances et les États tampons généralement moins dotés. Ces derniers ne sont pas suffisamment forts pour pouvoir influencer la compétition des deux rivaux ; mais ils peuvent, de par leurs politiques ou leurs positionnements, mettre en danger l'un d'eux, parfois à leur détriment. Comme l'écrivait déjà en 1972, Ronald P. Barston : « Disposant d'une marge d'erreur plus réduite que les États plus puissants, les petits États doivent gérer avec prudence leurs relations extérieures afin de minimiser les risques et de réduire l'impact des échecs politiques¹⁵. » Par ailleurs, on constate que les efforts de l'un des deux « grands » pour étendre son influence sur l'État tampon provoque une réponse de la puissance adverse qui considère de telles actions comme une menace à sa propre sécurité¹⁶. L'État tampon peut être amené à résoudre les problèmes des grands compétiteurs par des négociations pacifiques et des actions diplomatiques afin de prévenir un engagement direct dans un conflit armé. Politiquement, il garderait une distance égale par rapport à chacune des puissances rivales voisines. Quand il est véritablement indépendant, il devrait mener une politique de neutralité

14. Ksenia Efremova, « Small States in Great Power Politics », art. cité, p. 108.

15. Ronald P. Barton (dir.), *The Other Powers. Studies in the Foreign Policies of Small States*, Londres, George Allen & Unwin LTD, 1972 ; Routledge, 2024, p. 19 [traduit par l'auteur].

16. Ksenia Efremova, « Small States in Great Power Politics », art. cité, p. 109.

permanente lui imposant de rester en dehors de tout conflit armé, ce qui le distingue des États satellites¹⁷.

La question du positionnement de « petits » États dans un contexte de concurrence entre grandes puissances n'est pas nouvelle pour les chercheurs occidentaux¹⁸, mais elle a été considérablement étoffée depuis le début du XXI^e siècle. Comme l'écrit Ksenia Efremova, dans le triangle que constitue un *Buffer System*, l'État tampon joue un rôle essentiel¹⁹. On situe sa marge de manœuvre entre deux positions opposées : la stratégie du suivisme (*Bandwagoning Strategy*) et la stratégie de l'équilibre strict (*Balancing Strategy*), qui toutes deux entrent dans l'appellation plus large de stratégie d'alignement²⁰. La première stratégie implique souvent pour l'État tampon d'adopter le rôle de client. Le terme, d'origine économique, recouvre des concepts différents de ceux de « satellite » ou d'État fantoche. La relation patron-client implique un échange réciproque d'avantages et l'absence de coercition dans l'emprise de l'État patron sur ses États clients²¹. Les options politiques d'un État client vont de la loyauté totale, semblable au comportement du poisson-pilote, au parasitisme. À l'opposé, la seconde stratégie a pendant longtemps consisté à endosser le rôle d'État neutre. Depuis, les études empiriques ont montré que les États tampons naviguent, souvent en même temps, entre les stratégies de suivisme et d'équilibre.

Les comportements ou tactiques d'entre-deux sont décrits comme simultanément moins confrontationnels que le traditionnel équilibre strict et moins coopératifs que le suivisme²². Ainsi, les États tampons minimisent les risques inévitables associés à un mauvais choix. Ces options sont rangées sous la dénomination de stratégie de couverture (*Hedging Strategy*). Un tel positionnement s'apparente à une politique

17. Josette Alayi, « [Les États tampons au temps des Assyriens](#) », *Magazine Moyen-Orient*, 25 mai 2022.

18. Insu Choi, *Small States and the Balance of Power*, Master at Naval Postgraduate School, 1995, <https://core.ac.uk/download/pdf/36724174.pdf>

19. Ksenia Efremova, « Small States in Great Power Politics », art. cité, p. 112.

20. Cheng-Chwee Kuik, « How do Weaker States Hedge? Unpacking ASEAN state's alignment behaviour towards China », *Journal of Contemporary China*, 100 (25), p. 501. Il faut également noter que certains de ces « petits » États choisissent parfois d'être « preneurs de risques » et défient leurs homologues plus puissants, parfois avec succès. Godfrey Baldacchino (dir.), *The Success of Small States in International Relations. Mice that roar?*, Londres, Taylor & Francis Group, 2023.

21. Klaus Knorr, *The Power of Nations: The Political Economy of International Relations*, New York, Basic Books, 1997, p. 25.

22. Brock F. Tessman, « System Structure and State Strategy: Adding Hedging to the Menu », *Security Studies*, 21 (2), 2012, p. 193.

de gestion des risques ou une politique de couverture, traduction du terme financier *hedging*, qui signifie détenir des positions opposées afin de compenser les pertes (ou les faiblesses) d'un produit financier grâce aux gains d'un autre, dans un environnement concurrentiel et instable. Comme Cheng-Chwee Kuik l'écrit :

La couverture est définie [...] comme un comportement visant à se prémunir contre les risques dans des situations à enjeux élevés et à forte incertitude, dans lesquelles un acteur souverain poursuit un ensemble de politiques opposées et délibérément ambiguës vis-à-vis d'une puissance concurrente afin de se préparer à un repli si les circonstances venaient à changer. L'objectif de ces actions contradictoires est d'obtenir autant de bénéfices que possible auprès des différentes puissances lorsque les relations sont positives, tout en cherchant à compenser les risques à long terme qui pourraient survenir dans les pires scénarios²³.

Pour Kuik, la stratégie de couverture s'accompagne de trois politiques complémentaires. La première est de ne pas prendre parti pour l'une ou l'autre des puissances en présence, ce qui fait écho à la position d'équidistance entre Washington et Pékin des États insulaires océaniques qui affirment d'une voix commune qu'ils « sont amis de tous et ennemis de personne ». La seconde est d'adopter des mesures d'opposition ou de correction aux éventuelles positions insatisfaisantes des puissances à leur égard. Enfin, la troisième politique consiste à utiliser ces mesures d'opposition pour préserver des gains tout en élaborant un plan de secours²⁴.

La stratégie de couverture n'est pas seulement une option de « juste milieu » mais aussi d'opposition. Kuik explique qu'elle se caractérise par l'adoption de deux séries de mesures *a priori* contradictoires : les unes pour maximiser les gains et les autres pour contenir les risques. Les premières qui visent à maximiser les bénéfices économiques, diplomatiques, politiques ou sécuritaires grâce à des relations positives avec les « grandes » puissances, plaisent à ces dernières. Tandis que celles qui visent à contenir leur influence leur déplaisent. « En fin de compte, ces actes contradictoires sont menés dans le but de projeter une image de neutralité vis-à-vis de tout pouvoir, évitant ainsi le danger de mettre tous ses œufs dans le même panier tout en conservant une position de repli tant que la structure du pouvoir au niveau systémique reste incertaine²⁵. » Les stratégies de couverture peuvent s'appliquer à tous

23. Cheng-Chwee Kuik, « How do Weaker States Hedge? », art. cité, p. 501 [traduit par l'auteur].

24. *Ibid.*, p. 504.

25. *Ibid.*, p. 505 [traduit par l'auteur].

les États confrontés à de « grandes » puissances, comme le montre l'article de Kuik dont l'étude empirique porte sur les relations des États membres de l'ASEAN avec la Chine depuis les années d'après-guerre froide jusqu'à aujourd'hui. Dans le cadre d'un État tampon, à ces tactiques s'ajoute ce que l'on pourrait appeler une « stratégie d'enchères ». En recherchant un soutien plus important de l'un des deux « grands » compétiteurs, ces États peuvent souvent avoir pour objectif de faire réagir l'autre à leur profit.

Les déclinaisons théoriques des stratégies d'alignement soulignent que les tactiques des « petits » États face à la compétition des « grands » sont bien plus diverses que celles initialement pensées. Aujourd'hui, il existe une palette de possibles entre le constat de Thucydide, lors de la guerre du Péloponnèse : « Puisque vous savez aussi bien que nous que, dans le monde actuel, le droit n'est qu'une question entre égaux en puissance. Pendant ce temps, les forts font ce qu'ils peuvent et les faibles subissent ce qu'ils doivent subir²⁶ », et le propos de Kissinger sur la « tyrannie des petits²⁷ ». Ces avancées théoriques s'inscrivent dans le cadre plus large de la prise en compte des États dits « petits » comme de véritables acteurs, possédant effectivement des ressources propres et des moyens d'interagir en fonction de leurs intérêts avec leurs homologues dits « grands ».

DES ÉTATS CRÉATIFS

La créativité se définit comme la capacité à réaliser une production qui soit à la fois nouvelle, originale et adaptée au contexte dans lequel elle se manifeste. Quand elles agissent de la sorte, on peut effectivement dire que les entités individuelles ou collectives font preuve d'agentivité. Ce terme est un anglicisme, traduction du mot *agency*, qui désigne « la capacité d'un être humain à agir de façon intentionnelle sur lui-même, sur les autres et son environnement. L'agent (au sens anglophone) est un acteur autonome capable de définir ses propres choix et de les réaliser de manière consensuelle en leur affectant des moyens et une finalité²⁸ ». Comme l'écrivent Cooper et Shaw : « ce qui manque aux petits

26. Cité dans Godfrey Baldacchino, « Thucydides or Kissinger? A Critical Review of Smaller State Diplomacy », dans Andrew F. Cooper, Timothy M. Shaw (dir.), *The Diplomacies of Small States*, op. cit., p. 21 [traduit par l'auteur].

27. Ibid.

28. Annie Jezegou, « Agentivité », dans Anne Jorro (dir.), *Dictionnaire des concepts de la professionnalisation*, Paris, De Boeck, 2022, p. 41.

États en termes d'influence structurelle, ils peuvent le compenser par leur créativité²⁹ ».

Le constat est d'abord clair en matière de résilience économique. Ces États, bien que vulnérables, ont su tirer profit de la globalisation économique en adoptant des stratégies de développement et en s'engageant dans des activités diverses. Elles peuvent être orthodoxes (tourisme) mais aussi plus hétérodoxes, via des interstices et des zones grises de l'économie libérale³⁰. C'est ainsi que la majorité de ces économies, y compris celles des États insulaires océaniques, sont des places financières offshore (paradis fiscaux) qui proposent des services à leurs clients (individus ou entreprises) leur permettant d'échapper aux taxes de leurs pays de résidence. Cette « économie pirate » repose essentiellement sur la souveraineté de ces États qui décident seuls de l'environnement légal qu'ils souhaitent offrir à leurs clients. Même si l'après-crise financière de 2008 a été une nouvelle fois l'occasion de dénoncer les effets économiques disruptifs des places financières offshore, elles restent « nécessaires » pour certaines entreprises et individus appartenant aux États qui les dénoncent. Parmi d'autres moyens de subsistance, figurent aussi les activités de rente comme les remises envoyées par les diasporas et l'aide bilatérale ou internationale. Naren Prasad énumère un ensemble d'activités économiques qu'il regroupe sous l'appellation de stratégies de développement hétérodoxes. Y figure la vente de souveraineté qui consiste plus précisément pour ces entités à « vendre » leurs voix dans les instances internationales pour supporter des projets ou des reconnaissances diplomatiques. Comme nous le verrons, ce point apparaît particulièrement saillant dans les relations entre les États insulaires océaniques, la RPC et Taïwan. Y figurent aussi l'accueil des bases militaires, y compris pour des tests nucléaires ; la vente de droits de pêche ; l'enregistrement des pavillons de complaisance ; la vente de passeports-citoyennetés, de timbres, de codes téléphoniques ou d'adresses IP ; mais également l'engagement dans les opérations internationales de maintien de la paix (Fidji) ou les

29. Andrew F. Cooper, Timothy M. Shaw, « The Diplomacies of Small States at the Start of the Twenty-first Century: How Vulnerable? How Resilient? », dans *id.* (dir.), *The Diplomacies of Small States*, op. cit., p. 2 [traduit par l'auteur].

30. Godfrey Baldacchino, « The Contribution of Social Capital to Economic Growth: Lessons from Island Jurisdictions », *Round Table*, 94 (378), 2005, p. 31-46 ; *id.*, « Innovative development strategies from non-sovereign island jurisdictions? A global review of economic policy and governance practices », *World Development*, 34 (5), 2006, p. 852-867 ; Naren Prasad, « Small but Smart: Small States in the Global System », dans *The Diplomacies of Small States*, op. cit., p. 41-64.

industries du jeu y compris digital³¹. En fin de compte, comme le montre Anthony Payne, ces États parviennent à dépasser leur vulnérabilité pour tendre vers la résilience³².

L'agentivité de ces entités étatiques se constate également dans leurs capacités à prioriser leurs intérêts et à faire valoir leurs récits dans leurs interactions internationales. Godfrey Baldacchino et Jack Corbett estiment que dans un ordre libéral permissif, encadré par des règles fondées sur les avantages du multilatéralisme, les États peuvent garantir leur égalité (un État, une voix) et ce quelle que soit leur taille³³. Les États insulaires océaniques s'appuient effectivement de manière importante sur les instances internationales pour défendre leurs préoccupations et leurs positions. Ces derniers sont également à l'initiative de la création de nombreuses instances régionales *ad hoc* ou permanentes, ouvertes peu ou prou aux autres États. On compte ainsi six organisations régionales majeures des États du Pacifique dont le Forum des îles du Pacifique (PIF), l'agence des pêches du Forum des îles du Pacifique (FFA), le Secrétariat du programme régional d'environnement du Pacifique (SPREP), le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP) ou l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS).

Ces différentes institutions sont d'autant plus importantes qu'elles sont les lieux où ces États font entendre et font valoir leurs intérêts et leurs préoccupations. Ainsi, à partir de 2017, les États insulaires du Pacifique et leurs gouvernants proposent de manière commune une réflexion sur leur situation géopolitique en termes de continent du « Pacifique bleu ». Comme l'écrit Patrick Köllner, « ce récit stratégique que les pays insulaires du Pacifique ont proposé en 2017 cherche à contrer l'image de petites Nations isolées quelque part dans le Pacifique³⁴ » au profit d'une communauté culturelle partageant une identité collective pan-océanique, rassemblée dans le concept de continent « Pacifique bleu ». Le Pacifique, et l'Océanie en particulier, y est présenté comme une vaste mer d'îles interconnectées ayant des besoins communs³⁵ et leurs gouvernements comme

31. *Ibid.*, p. 52-60.

32. Anthony Payne, « Afterword: Vulnerability as a Condition, Resilience as a Strategy », dans *ibid.*, p. 279-285.

33. Godfrey Baldacchino, Jack Corbett, « Small States size is more than a capacity constraint », dans Godfrey Baldacchino (dir.), *The Success of Small States in International Relations*, *op. cit.*

34. Patrick Köllner, « [“Beyond “Indo-Pacific”: Understanding Small Pacific Powers on Their Own Terms](#) », *Giga Focus Asie*, 5, 2021.

35. On doit cette vision, entre autres, à l'écrivain anthropologue Epeli Hau'ofa (1939-2009). Son essai *Our Sea of Islands* publié en 1993 est une réflexion sur la perception des îles du Pacifique dans lequel il invite le lecteur à reconsidérer

les gardiens de ces espaces. Cet environnement est doublement important. D'une part, il est en passe de faire de certains de ces « petits » États de « grands » États en devenir : « certains petits États insulaires sont de toute façon de grands États océaniques. Ainsi, malgré des ressources matérielles terrestres manifestement limitées (territoire, population, expertise, financement), ils s'adaptent à leur nouveau rôle élargi, par exemple en développant de vastes zones maritimes³⁶ ». D'autre part, cet environnement est menacé.

Comme d'autres États insulaires, ceux du Pacifique martèlent que le plus grand risque pour leur sécurité et celle de la région n'est pas la Chine³⁷, mais bien le changement climatique, comme ils l'ont d'ailleurs inscrit dans la Déclaration de Boe sur la sécurité régionale, issue du sommet du Forum des îles du Pacifique de 2018 à Nauru. « Le contre-amiral fidjien Viliame Naupoto a suggéré il y a quelques années que, métaphoriquement parlant, trois éléphants se battaient pour l'influence dans le Pacifique : la Chine, les États-Unis et le changement climatique, et que de ces trois éléphants, c'est le changement climatique qui l'emportait³⁸. » Les conséquences du changement climatique, en particulier le réchauffement, y affectent en effet de manière dramatique les environnements et leurs habitants. Les Tuvalu et les Kiribati commencent à disparaître du fait de la montée du niveau des mers et de l'érosion des côtes. Le Vanuatu, les Fidji et la Micronésie sont classés parmi les 20 États les plus durement touchés par les phénomènes extrêmes liés au climat entre 1993 et 2023³⁹. L'écosystème des îles océaniques est également affecté, menaçant les moyens de subsistance des populations : perte des terres arables (déjà peu étendues) du fait de leur salinisation, diminution des ressources halieutiques liée à l'acidification des océans, etc. Lors du 29^e sommet de la Cop, en 2024 à Bakou (Azerbaïdjan), le

l'espace océanien, non comme un vaste océan constellé de minuscules terres isolées, mais comme une mosaïque de peuples reliés entre eux par une histoire et une culture communes. Epeli Hau'ofa, « Our Sea of Islands », *The Contemporary Pacific*, 6 (1), 1994, p. 148-161 ; Jean-Pierre Viatge, « [“Notre mer d'îles” : une réflexion pan-océanienne d'Epeli Hau'ofa \[archive\]](#) », sur Tahiti Infos, les informations de Tahiti.

36. Godfrey Baldacchino, Jack Corbett, « Small States size is more than a capacity constraint », *op. cit.* p. 320-321 [traduit par l'auteur].

37. Élise Barandon, « Regards océaniques : repenser sécurité, récits et compétition stratégique », *RDN*, 872, été 2024, p. 92-99.

38. Cité dans Sam Sachdeva, « [Where the Pacific fits in the security debate](#) », *Newsroom*, 3 juin 2019.

39. Lina Adil, David Eckstein, Vera Künzel, Laura Schäfer, *Climate Risk Index 2025*, Germanwatch, p. 28.

secrétaire général du Forum des îles du Pacifique déclare une nouvelle fois : « Pour nos nations des îles du Pacifique, le changement climatique pose l'unique grande menace existentielle à notre survie⁴⁰. »

Comme le montre l'importante littérature sur la question des « petits » États, ces derniers n'ont finalement de « petits » que le qualificatif dont on les affuble. Se déclarant en Océanie, « amis de tous et ennemis de personne », ils se doivent de naviguer dans la compétition que s'y livrent la Chine et les États-Unis, formant avec eux un système « tampon ». Faisant preuve de créativité, ils utilisent des tactiques très diverses, allant de la stratégie de « couverture » à celle des « enchères », et proposent des ressources souvent peu orthodoxes pour tirer le meilleur parti de chacun des grands États présents dans le but ultime de défendre leurs propres intérêts. La Chine et ses acteurs se sont ainsi positionnés tout naturellement au sein des EIO.

40. « [Remarks: COP 29 High Level statement by PIF Secretary General, Baron Waqa](#) », Pacific Islands Forum, 20 novembre 2024 [traduit par l'auteur].

II. LA STRATÉGIE CHINOISE DU « GAGNANT-GAGNANT »

En adéquation avec les États insulaires océaniques ?

Depuis le début du XXI^e siècle, la présence de la Chine et de ses acteurs s'est effectivement accrue au sein des EIO où elle s'est implantée par le biais d'un processus identique à celui mis en œuvre dans d'autres régions, à des fins tant économiques que géopolitiques.

UN « MODUS OPERANDI » CHINOIS AUJOURD'HUI BIEN RODÉ

La Chine se positionne au sein des EIO en privilégiant trois portes d'entrée. La première correspond à leurs nombreux besoins en matière de développement. La deuxième consiste à exploiter leur potentiel économique. Enfin, la troisième est constituée par la présence des communautés chinoises dans les EIO.

La prise en compte des besoins des EIO

Pékin est présente auprès des EIO grâce principalement à l'aide au développement, au soutien à la lutte contre le réchauffement climatique et au maintien de la sécurité intérieure (coopération policière).

Le développement économique et social

Entre 2008 et 2021, les îles du Pacifique ont reçu plus de 40 milliards de dollars américains d'aide officielle au développement (AOD) qui joue en Océanie un rôle plus important que dans n'importe quelle autre région du monde et constitue une « rente » économique pour ces gouvernements. Elle est distribuée de manière inégale entre les États de la région. Selon le rapport du Lowy Institute en 2023, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, qui représente 73 % du PIB de la région et abrite 85 % de sa population, reçoit environ 43 % des fonds totaux. Les îles Salomon reçoivent la deuxième plus grande part (13 %) tandis que l'ensemble des 12 autres pays reçoivent les 44 % restants. Depuis la dernière décennie, l'AOD fournie aux EIO est en augmentation. En 2008, le montant total déboursé par l'AOD s'élevait à environ 2 milliards de dollars (corrigé de l'inflation) dans le Pacifique. Plus d'une décennie plus tard, elle a plus

que doublé pour atteindre le montant sans précédent de 4,8 milliards de dollars US (2021). La réponse à la pandémie de Covid-19 a été un élément important de cette augmentation¹. Les besoins de développement des EIO dépassent néanmoins toujours l'aide disponible. Les pays insulaires océaniques doivent diversifier et multiplier leurs relations pour en tirer le meilleur parti : l'aide au développement proposée par la Chine est donc la bienvenue.

L'implication de la RPC dans l'aide au développement des EIO est allée en s'accroissant du début des années 2000 à 2016, puis, sans disparaître, a commencé à décliner. La décennie la plus faste (2006-2016) correspond à la fois à d'importantes capacités financières chinoises et à d'importantes demandes de la part de ces pays à cause de l'abandon relatif des autres États développés, États-Unis en tête, de la région. La Chine n'occupe cependant que la troisième place pour l'AOD pour les îles océaniques après l'Australie² et la Banque asiatique de développement (BAD), avec un total de 3,9 milliards de dollars US déboursés entre 2008 et 2021³. De 2011 à 2017, elle a été responsable de 37 % de tous les prêts officiels accordés dans la région. Les créanciers traditionnels, notamment la BAD, la Banque mondiale, le FMI, le Japon et le Canada, ont fourni plus de 60 % de tous les prêts officiels⁴. Le financement chinois du développement en Océanie est d'abord et principalement destiné aux pays ayant des relations diplomatiques officielles avec la RPC. Cette dernière a ainsi augmenté son aide aux îles Salomon et aux Kiribati après leur reconnaissance au détriment de Taïwan en 2019. Elle a investi dans des projets populaires tels que le stade des jeux du Pacifique 2023 à Honiara et dans les domaines de la santé et de l'agriculture⁵. L'aide au développement chinoise représente près de 20 % de l'AOD dans les îles Cook, Samoa, Tonga et Vanuatu où Pékin est devenu la deuxième source de financement du développement. Depuis le début de la pandémie de Covid, il y a eu étonnamment peu de nouveaux crédits chinois accordés

1. Alexandre Dayant, Riley Duke, Gilliane De Gorostiza, Roland Rajah, *Lowy Pacific Aid Map: 2023 Key Findings Report*, 2023.

2. L'Australie reste la première source d'AOD pour neuf pays du Pacifique, les États-Unis pour les trois États du Pacte et la Nouvelle-Zélande pour les deux territoires du Realm, <https://www.lowyinstitute.org/sites/default/files/2023-10/Lowy-Institute-Pacific-Aid-Map-Key-Findings-Report-2023.pdf>.

3. Alexandre Dayant *et al.*, *Lowy Pacific Aid Map*, *op. cit.*

4. Jonathan Pryke, « [China Is Not Conducting Debt Trap Diplomacy in the Pacific-At Least Not Yet](#) », East-West Center, 26 février 2020 ; Charles Hawksley, « [Pacific sovereignty maintains the same malleability down China's belt and road](#) », *East Asia Forum*, 13 août 2025.

5. *Ibid.*

dans la région. Le total des décaissements chinois pour le financement du développement est tombé à 241 millions de dollars en 2021, ce qui est inférieur à la moyenne historique de 285 millions de dollars par an avant la pandémie⁶. Néanmoins, la diminution de l'engagement de la Chine dans l'AOD n'est pas le signe de son retrait, mais plutôt d'un changement stratégique visant à réduire les risques financiers, à renforcer les liens politiques et à améliorer le rendement des capitaux prêtés-investis.

Ces dernières années, la nature du financement chinois a effectivement évolué. Alors qu'un tiers de son AOD était proposé sous forme de subventions en 2008, ce chiffre atteint 60 % en 2021. Seuls deux EIO ont contracté de nouveaux prêts chinois entre 2016 et 2021 : la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu, essentiellement pour la construction d'infrastructures routières⁷. La nature des projets éligibles a également changé. Depuis 2021, dans le cadre du projet de la Route de la soie, le président Xi Jinping encourage les entreprises à donner la priorité aux « petits et beaux » projets de coopération internationale, les amenant à se détourner du développement d'infrastructures à grande échelle. De 2013 à 2019 – les sept premières années de la BRI – la taille moyenne des projets chinois dans les îles du Pacifique atteignait 40 millions de dollars US. Toutefois, ces dernières années, cette dimension a considérablement diminué pour se situer aux alentours de 5 millions de dollars. En contrepartie, le nombre de petits projets a continué d'augmenter. Il semble, pour l'instant, difficile de parler de « piège de la dette chinoise⁸ » en dépit des allégations des détracteurs de la présence chinoise dans les EIO. Néanmoins, il est certain que si ces gouvernements ne peuvent pas rembourser leurs prêts, ils seront en position de vulnérabilité et qu'effectivement Pékin pourrait demander en échange d'importantes concessions⁹.

6. Alexandre Dayant *et al.*, *Lowy Pacific Aid Map: 2023 Key Findings Report*, *op. cit.*

7. Jonathan Pryke, « China Is Not Conducting Debt Trap Diplomacy in the Pacific – At Least Not Yet », *art. cité.*

8. *Ibid.*

9. Certains estiment par exemple que Pékin pourrait se servir des défauts de créances pour demander la création de bases navales, ce qui par le passé a été effectivement fait pour les mêmes raisons (défaut de paiement de dette) à l'égard de l'Égypte par la Grande-Bretagne et la France. Charles Hawksley, « Pacific sovereignty maintains the same malleability down China's belt and road », *art. cité.*

Tableau 2. La Chine : prêts et « piège de la dette » ?

	Dette DE : Dette extérieure DT : Dette totale	% de la dette totale due à la Chine
1. Tonga ¹⁰	DE : 185 millions US\$ (2022)	57 %
2. Vanuatu ¹¹	DE : 360 millions US\$ (2023)	31 %
3. Samoa ¹²	DE : 462 millions \$NZD (2024)	36 %
4. Îles Cooks ¹³	Non renseigné	12 %
5. Fidji ¹⁴	DT : 9 milliards \$Fidjien (2024)	10,5 % de la dette extérieure soit 3,8 % de la dette totale
6. PNG ¹⁵	DE : 7 426 millions US\$ (2022)	8 %

Six gouvernements de l'Océanie sont actuellement débiteurs de la Chine¹⁶ – îles Cook, Fidji, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga et Vanuatu – bien que seuls la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Vanuatu aient contracté de nouveaux prêts chinois depuis 2016. Trois petits pays – Tonga, Samoa et Vanuatu – sont particulièrement endettés. 97 % des prêts officiels chinois dans la région ont pris la forme de prêts concessionnels accordés par sa banque EXIM. Les prêts concessionnels standard de l'EXIM sont libellés en renminbi, avec un taux d'intérêt de 2 %, un délai de grâce de 5 à 7 ans et une échéance de 15 à 20 ans. Selon les normes internationales, ces conditions de prêt restent très favorables. Certains des prêts peuvent être aussi accordés via des entreprises chinoises pour financer des projets publics. Du côté de l'offre, la Chine est désireuse d'accorder des prêts, mais ils doivent être remboursés. Il ne s'agit pas de subventions. Les Tonga semblent être les plus en difficulté pour rembourser leurs prêts auprès de la Chine et de ses acteurs, mais aussi auprès de l'ensemble de leurs créanciers internationaux. Dans ce pays, le ralentissement économique ainsi que les troubles intérieurs (cumulés aux conséquences de catastrophes naturelles) font craindre à l'ensemble des créanciers (et donc à la Chine)¹⁷ des difficultés de remboursement.

10. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/361/article-A003-en.xml>
11. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2024/278/article-A003-en.xml>
12. <https://www.mfat.govt.nz/assets/Trade-General/Trade-Market-reports/Samoa-budget-economic-update-July-2024.pdf>
13. <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/2023-05/DDS-UNDP-Cook%20Islands%20Report.pdf>
14. <https://www.fijitimes.com.fj/fiji-owes-374-9m-to-exim-bank-of-china/>
15. <https://www.elibrary.imf.org/view/journals/002/2023/385/article-A002-en.xml>
16. Doug Dingwall, Mariam Kupu, « [Pacific Island nations owe 'astronomical' debts to China. Can they repay?](#) », *ABC news*, 28 juillet 2024.
17. Denghua Zhang, « [China's message problem in PNG](#) », *The Interpreter*, Lowy Institute, 7 février 2024.

Outre l'aide financière au développement, on trouve logiquement dans tous les pays associés aux dispositifs des Routes de la soie des projets d'investissements concernant le développement des infrastructures de transport. Dans cet espace océanique, la problématique de la logistique des transports est majeure pour le développement économique et social et pour la résilience de ces territoires. Il s'agit en premier lieu de résoudre les problèmes de mobilité au sein même de ces espaces, souvent constitués de plusieurs îles éloignées. Ainsi, aux Fidji, Pékin a signé en janvier 2024 un plan d'amélioration des routes de Vanua Levu, pris en charge par le China Aid Project. Estimé à 300 millions de dollars US, le projet se concentre sur l'entretien et l'amélioration de 82 kilomètres de routes rurales, y compris des parties de la côte ouest de Natewa et des routes Nabalebale-Naviavia/Dawara à Cakaudrove et une partie de la route Nabouwalu-Makolei à Bua. Il comprendrait aussi la construction de 22 ponts qui bénéficieront à 61 villages et 15 écoles, ce qui devrait améliorer l'accès aux hôpitaux et aux installations médicales ainsi qu'aux campus de l'USP et de la FNU à Labasa¹⁸. À Niue, le 29 octobre 2024, a eu lieu la cérémonie de clôture du projet entrepris en 2023 par la RPC (Premier Bureau des chemins de fer chinois) et le gouvernement de l'île, avec l'appui du gouvernement de la Nouvelle-Zélande, pour la modernisation de l'autoroute de 46,1 km, qui comprend l'ajout de 2,7 km de trottoirs, 4,63 km de marquage au sol, 92 panneaux de signalisation, 134 lampadaires solaires et 6 952 mètres carrés de places de stationnement¹⁹.

La question des infrastructures de transport englobe également les moyens d'améliorer les connexions des EIO avec l'extérieur, non seulement avec les autres pays de la région mais aussi au-delà, par la construction ou la modernisation de leurs ports et aéroports. Comme elle le fait ailleurs en Asie, en Afrique, en Amérique latine ou en Europe, la Chine y investit dans des projets portuaires (amélioration des infrastructures, gestion des ports, etc.). Selon l'étude de I-Kwei Yang, au cours des quinze dernières années, les entreprises chinoises ont participé à la construction ou à la rénovation de ports au Vanuatu, aux Samoa et à Nauru. Certains de ces projets, comme la construction du port de Lunganville (Vanuatu)

18. Office of Prime Minister, « [Formalise Agreement for Feasability Study for the Vanua Levu Road Upgrade Project to be Funded by China Aid \(15-01-2024\)](#) ».

19. « Chinese Enterprise-aided Niue Ring Road Project Starts », *Seetao*, 23 avril 2023, <https://www.seetaoe.com/details/211858.html> ; Gouvernement of Niue, « [Niue and China celebrate successful Handover of China-Aided Roundabout Road upgrading Project and Equipment Project Support](#) », 29 octobre 2024.

ou bien celui de Vaiusu Bay Port (Samoa) sont pour l'instant à l'arrêt²⁰. La Chine offre également d'y investir pour améliorer les infrastructures aériennes, ce qui en soit est une demande importante de ces gouvernements pour faciliter les flux extérieurs et développer entre autres les activités touristiques. Selon la même étude, les acteurs chinois seraient présents dans 17 projets aéronautiques, notamment aux Tonga, Kiribati, Samoa et aux îles Salomon²¹. L'investissement de la Chine dans des projets d'infrastructures « d'apparat » n'a pas totalement disparu. Ainsi, en juillet 2024, a eu lieu une cérémonie au cours de laquelle le Premier ministre du Vanuatu, Charlot Salwai, a reçu officiellement du vice-président du 14^e Comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), Hu Chunhua, les clés du nouveau palais présidentiel et des nouveaux bâtiments destinés à accueillir le gouvernement. Le Lowy Institute, un think tank australien, a estimé que Pékin aurait dépensé plus de 21 millions de dollars US pour ces constructions²². Néanmoins, comme sur le continent africain, ce type de projet est en nette diminution du fait des coûts qu'il engendre et du peu d'impact sur l'amélioration du développement des populations avec finalement une très faible plus-value sur l'amélioration de la perception de la Chine par les populations.

Autre domaine majeur pour le développement économique et social dans lequel les États insulaires du Pacifique nécessitent un soutien : l'éducation. On trouve dans tous les EIO en relation avec la Chine des projets éducatifs, démarrés parfois dès les années 1990. Cette coopération est d'abord bilatérale. La Chine a signé des protocoles de coopération en la matière avec les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Samoa, les Tonga, les îles Salomon, le Vanuatu et les Kiribati²³. Cependant l'implication de la Chine dans le développement de l'éducation au sein des EIO prend également une dimension régionale (Chine-îles du Pacifique). La première réunion des ministres de l'Éducation chinois et des pays insulaires du Pacifique s'est tenue le 9 novembre 2023 à Paris, en marge de la 42^e session de la Conférence générale de l'UNESCO. Le ministre de l'Éducation, Huai Jinpeng, a participé à la réunion avec ses homologues

20. Domingo I-Kwei Yang, « [China's Dual-Use Infrastructure in the Pacific](#) », *Synopsis-China in Context and Perspective*, 14 avril 2025, p. 8-11.

21. *Ibid.*, p. 15-18.

22. « [China builds new Presidential Palace in Pacific's Vanuatu](#) », *The Hindu*, 3 juillet 2024.

23. Ministry of Foreign Affairs (PRC), « [Fact Sheet: Cooperation Between China and Pacific Island Countries](#) », 24 mai 2022.

des pays insulaires de l'Océanie (ou leurs représentants), notamment les îles Cook, Fidji, Kiribati, Niue, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les Samoa, les îles Salomon, les Tonga et le Vanuatu, ainsi qu'avec le vice-ministre de l'Éducation Chen Jie et des représentants de l'UNESCO²⁴. Le domaine élargi à la recherche et à la mise en valeur des langues austronésiennes a été une nouvelle fois mentionné au cours du dernier sommet Chine-îles du Pacifique qui s'est tenu en mai 2025 à Xiamen (RPC)²⁵. Les rencontres entre les institutions d'enseignement et de recherches chinoises et des EIO sont régulières : le symposium Sino-Pacifique sur l'éducation supérieure, l'innovation et le développement s'est tenu en juin 2025 aux Samoa²⁶.

Cette coopération se matérialise par des projets de construction de bâtiments ou des dons de matériels. Pékin a ainsi contribué à la construction d'écoles primaires, d'écoles secondaires et d'universités en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Samoa, aux Tonga, en Micronésie et au Vanuatu. En août 2024, le Samoa College a reçu 40 nouveaux ordinateurs en provenance de son partenaire chinois, le collège de Huizhou, avec lequel une coopération existe depuis 2015²⁷. La Chine s'invite également dans la formation supérieure des étudiants locaux, en accordant des bourses gouvernementales aux pays insulaires océaniques pour aider leurs jeunes talents à venir étudier en Chine. Elle a déclaré récemment qu'elle offrirait 150 bourses d'études (30 par an) à des étudiants des îles Salomon entre 2024 et 2029²⁸. Il s'agit également de développer et de coordonner de manière conjointe des programmes d'études et de recherches. Ainsi, en 2018, les ministères de l'Éducation chinois et des Tonga ont signé un protocole d'accord sur la communication et la coopération en matière d'éducation pour soutenir la création du Collège des Tonga de l'Université de Liaocheng, incluant notamment un programme de recherches conjointes en sciences agronomiques²⁹. Un mémorandum de

24. Ministry of Education (PRC), « [Huai Jinping attends first China-Pacific Island Countries Education Ministers Meeting](#) », 23 novembre 2023.

25. Ministry of Foreign Affairs (PRC), « [China and Pacific Island Countries Successfully Hold the Third Foreign Ministers' Meeting](#) », Ministry of Foreign Affairs website, 28 mai 2025.

26. AN, « [NUV Strengthens Global Ties through Samoa Symposium and China MoU](#) », VTBTC, 2 juillet 2025.

27. Marc Membrere, « [Samoa College receives new computers and financial support from China](#) », Samoa Global News, 22 août 2024.

28. Alfred Sasako, « [China offers 30 scholarships annually for the next 5 years](#) », Solomon Star, 27 août 2024.

29. Ministry of Foreign Affairs (PRC), « [Chinese Ambassador to Tonga Liu Weimin Attends Donation Ceremony of Aid Materials from Liaocheng University to](#)

coopération entre l'Université nationale du Vanuatu et cette même université de Liaocheng a été signé en juillet 2025³⁰. Enfin, ces coopérations éducatives offrent aussi à Pékin l'opportunité de développer dans ces États insulaires l'enseignement de la langue et de la culture chinoise, permettant d'y familiariser les populations locales et ainsi d'accroître son potentiel d'influence. La Chine a ainsi soutenu la création d'Instituts Confucius ou de salles de classe Confucius aux Fidji, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Samoa, au Vanuatu et aux îles Cook³¹. En 2021, elle a signé avec le Vanuatu un protocole d'accord sur la coopération en matière de programmes d'enseignement du chinois dans les écoles primaires et secondaires, marquant l'inclusion officielle de l'enseignement du chinois dans le système éducatif national du pays³².

Face aux EIO, la Chine se présente comme un partenaire qui tente de répondre, avec eux, à leurs nombreux besoins en matière de développement économique et social. Ces réponses sont d'autant plus importantes qu'elles vont contribuer à conditionner leurs capacités de résilience face à leur principal défi : le changement climatique et ses conséquences. Pékin trouve aussi dans ce domaine une porte d'entrée privilégiée auprès de ces pays.

La problématique du changement climatique

Les dirigeants du Pacifique reconnaissent que le changement climatique est la « plus grande menace » pour la sécurité des populations du Pacifique. Cette région est particulièrement vulnérable à l'aggravation des risques climatiques, qui menacent de causer des dommages économiques, sociaux, culturels et environnementaux irréversibles. Parmi les conséquences les plus pressantes du changement climatique dans le Pacifique figurent l'augmentation des températures annuelles de surface, l'élévation du niveau de la mer, l'intrusion d'eau salée, l'érosion côtière et l'augmentation de l'intensité des phénomènes météorologiques extrêmes. Collectivement, ces effets devraient accroître l'insécurité hydrique, foncière et alimentaire et compromettre les moyens de subsistance et la croissance économique en frappant des secteurs clés tels que le tourisme, l'aquaculture et l'agriculture, ainsi qu'en mettant à rude épreuve les infrastructures³³.

[Tonga College](#) », *Ministry of Foreign Affairs (PRC) website*, 13 août 2025.

30. AN, « NUV Strengthens Global Ties through Samoa Symposium and China MoU », art. cité.

31. Ministry of Foreign Affairs (PRC), « [Fact Sheet: Cooperation between China and Pacific Island Countries](#) », *Ministry of Foreign Affairs (PRC) website*, 24 mai 2022.

32. *Ibid.*

33. Pacific Island Forum, « Peace and Security: Climate Change », <https://forum-sec.org/peace-and-security>.

Face à la lutte contre le changement climatique et ses conséquences, la Chine se positionne aux côtés des EIO et le rappelle systématiquement dans les communiqués communs, lors des rencontres Chine-îles du Pacifique, comme on peut le lire dans le dernier d'entre eux publié à l'issue du sommet tenu à Xiamen en mai 2025.

Toutes les parties sont pleinement conscientes de l'importance que revêtent la gestion et la conservation de l'océan Pacifique et de ses ressources pour le développement durable des pays insulaires du Pacifique, et reconnaissent la vulnérabilité de ces pays face aux effets néfastes du changement climatique. Toutes les parties estiment que les principes d'équité, de responsabilités communes mais différenciées et de capacités respectives doivent être respectés, et ont convenu de promouvoir conjointement la mise en œuvre intégrale et effective de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et de son accord de Paris. Toutes les parties appellent les économies avancées à jouer un rôle de premier plan dans les initiatives internationales en matière d'atténuation des changements climatiques et de résilience. Dans le cadre de la coopération Sud-Sud, la Chine s'engage à fournir une assistance et un soutien aux pays insulaires du Pacifique dans leur lutte contre les changements climatiques, dans la mesure de ses capacités³⁴.

La Chine s'engage de différentes manières auprès des EIO afin de les aider à renforcer leur capacité à lutter contre les effets du changement climatique. Elle entreprend des actions régionales, comme par exemple la création en 2022 du Centre de coopération sur le changement climatique des pays insulaires Chine-Pacifique dans la province chinoise de Shandong³⁵ ou bien depuis 2019, l'organisation de sessions de formation à la coopération Sud-Sud pour les pays insulaires océaniques sur le thème « Lutter contre le changement climatique pour un développement vert et à faible émission de carbone ». Elle s'efforce également de mettre en place des coopérations bilatérales en matière d'énergies renouvelables et soutient les entreprises chinoises privées engagées dans de tels projets, comme par exemple la construction de centrales hydroélectriques en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji, ou celle de parcs éoliens comme celui des Tonga³⁶. Elle déclare également s'engager à mener « 100 petits et beaux » projets dans les trois ans à venir pour soutenir les communautés locales et à allouer 2 millions de dollars pour poursuivre le développement de la coopération dans des domaines tels que

34. Ministry of Foreign Affairs (RPC), « [Joint Statement of the Third China-Pacific Island Countries Foreign Ministers' Meeting](#) », *Ministry of Foreign Affairs website*, 28 mai 2025.

35. Ministry of Foreign Affairs (PRC), « [Fact Sheet: Cooperation between China and Pacific Island Countries](#) », *Ministry of Foreign Affairs (PRC) website*, 24 mai 2022.

36. CGTN, « [Chinese-aided wind power project to support Tonga's 70% renewable energy goal](#) », CGTN, 19 août 2024.

les énergies propres, les océans, les infrastructures à faibles émissions de carbone et la prévention et l'atténuation des catastrophes³⁷. En revanche, comme Washington, Pékin n'a pas appuyé l'initiative du Vanuatu à la tête d'un groupe d'États insulaires pour demander à l'Assemblée générale des Nations unies de saisir la Cour internationale de Justice (CIJ) pour qu'elle donne un avis consultatif visant à clarifier les obligations légales des pays du monde entier en vertu du droit international en matière d'action climatique³⁸. La CIJ a finalement rendu cet avis en juillet 2025, dans lequel elle rejette les arguments des anciennes nations industrielles émettrices de gaz à effets de serre et reconnaît entre autres la possibilité d'appliquer le principe de responsabilité aux États³⁹.

La Chine se range aux côtés des États de la région face aux préoccupations majeures des conséquences du changement climatique. Elle se présente comme un allié de poids au sein des instances internationales et soutient une coopération active régionale et bilatérale dans ce domaine, ce dont les EIO tirent un certain profit, tout en sachant que Pékin est loin d'être exempt de critique en la matière. Le troisième domaine dans lequel Pékin se place pour tenter de répondre aux besoins (et demandes) des gouvernements de la région est celui de la sécurité intérieure (coopération policière).

Le maintien de la sécurité policière

Les EIO, faiblement dotés pour la plupart en capacité de maintien de la sécurité intérieure, doivent lutter à la fois contre des mécontentements populaires sporadiques, des activités illégales intérieures et de plus en plus contre des trafics internationaux, comme le souligne le récent rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime⁴⁰.

Le contexte de la menace que représente la criminalité transnationale organisée dans le Pacifique évolue plus rapidement qu'à tout autre moment de l'histoire. De nombreux pays et territoires insulaires du Pacifique sont confrontés à une série de défis qui s'intensifient. Si le trafic de drogue trans-Pacifique a été un problème particulier, le paysage global est en constante évolution, car de puissants acteurs s'adaptent à de nouvelles opportunités, forment des partenariats et tirent parti des technologies [...] ⁴¹.

37. Yang Han, « [China to back climate fight of Pacific islands](#) », *ChinaDaily.org*, 13 août 2025.

38. Stephan Wright, « [Vanuatu climate change case at UN 'particularly relevant' after Trump win, lawyer says](#) », *Benar News*, 8 novembre 2024.

39. Leslie-Anne, Duvic-Paoli, « [Climate Change at the International Court of Justice](#) », UK Parliament Website, Research briefing, 8 octobre 2025.

40. UNODC, *Transnational Organized Crime in the Pacific: Expansion, Challenges and Impact*, octobre 2024.

41. *Ibid.*

Les activités criminelles internationales englobent aussi bien la pêche illégale, le commerce de produits contrefaits, le blanchiment d'argent, le trafic de bois ou d'or, les activités criminelles sur le web que le trafic de personnes ou de drogues. Elles sont favorisées dans la région par la conjonction de plusieurs facteurs : des facilités pour la circulation financière (casinos, paradis fiscaux, investissements dorés), une corruption endémique pouvant toucher même les plus hautes instances des EIO et enfin une situation géographique qui facilite les circulations des biens ou des personnes et les rend difficilement repérables.

Les ressortissants chinois installés dans les EIO peuvent être victimes de ces crimes ou délits ou bien en être à l'origine, et donc être des criminels. Dans leur objectif de « protection des intérêts chinois à l'étranger », les autorités chinoises tentent de répondre simultanément à ces deux problèmes⁴². Pour cela, et pas seulement dans l'espace géographique des EIO, depuis les années 2010, la Chine a considérablement accru la projection internationale de ses capacités policières⁴³. Complémentaires de l'APL, les forces policières chinoises participent des moyens pensés et mis en œuvre pour réaliser la stratégie de sécurité globale, initiée et formalisée par le président Xi Jinping en 2023. Cette approche inclut les menaces sécuritaires traditionnelles mais aussi non traditionnelles. Couplée à la volonté de mieux protéger les intérêts chinois à l'étranger, cette stratégie sécuritaire s'appuie entre autres sur l'accroissement des coopérations policières et judiciaires. Pilotée par le ministère de la Sécurité publique (MSP), la projection internationale des forces de police chinoises est multiscalaire : internationale via UNPOL, Interpol ou le Forum mondial sur la coopération en matière de sécurité publique (Lianyungang), mais aussi régionale et surtout bilatérale. Outre des rencontres internationales régulières à différents échelons de décision, la coopération policière chinoise se traduit entre autres par la formation de personnels locaux, la livraison de matériel y compris technologique, des opérations extraterritoriales conjointes et enfin parfois par la présence physique actée (légale) en territoire étranger de forces de police chinoises⁴⁴.

42. Voir ci-après « Les communautés chinoises ».

43. Carine Pina, « [La coopération policière et judiciaire internationale de la Chine](#) », Note de recherche 135, IRSEM, 3 mai 2023 ; Sheena Chestnut Greitens, Isaac Kardon et Cameron Waltz, *A New World Cop on the Beat? China's Internal Security Outreach under the Global Security Initiative*, Washington, Carnegie Endowment for International Peace, 2025.

44. *Ibid.*

C'est selon ce schéma que la Chine déploie sa coopération policière au sein des EIO. En Océanie, où de nombreux États ne disposent pas d'armée mais seulement de police, Pékin a tenté de construire un cadre et une approche régionale en matière de coopération sécuritaire policière⁴⁵. Néanmoins, en 2022, lors de la tournée du ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, la capitale chinoise n'a pas obtenu la signature d'un accord sécuritaire global par les États membres du Forum des îles du Pacifique, à la suite de l'opposition du président des États fédérés de Micronésie. Ce dernier a fait notamment valoir que s'engager ainsi avec la Chine pourrait mettre les EIO au cœur d'une nouvelle guerre froide : « outre les répercussions sur notre souveraineté, le contrôle exercé par la Chine sur nos infrastructures de communication, notre territoire maritime et les ressources qu'il recèle, ainsi que notre espace de sécurité, a pour conséquence pratique d'augmenter les risques de conflit entre la Chine et l'Australie, le Japon, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande⁴⁶ ». Les autorités chinoises n'ont pas renoncé pour autant à nouer un dialogue régional, plus informel, avec les États insulaires de l'Océanie en matière de renforcement de l'application de la loi et de la coopération sécuritaire⁴⁷. Ainsi, depuis 2022, Pékin accueille des ministres de l'Intérieur des EIO pour un dialogue ministériel sur le renforcement des capacités policières et la coopération sino-EIO⁴⁸. En septembre 2024, à Fuzhou (Chine-Fujian) a eu lieu le troisième dialogue ministériel sur le renforcement des capacités policières et la coopération entre la Chine et les pays insulaires océaniques auquel des représentants du Vanuatu, des Tonga, des îles Salomon, des Kiribati, de Nauru, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Samoa ont assisté. Les représentants des Fidji et des Salomon se sont entretenus, en marge de la réunion, avec le conseiller

45. Kristy Needham, « [China seeks Pacific islands policing, security cooperation – document](#) », Reuters, 25 mai 2022 ; Peter Connolly, « [China's Police Security in the Pacific Islands](#) », Washington, The National Bureau of Asian Research, 30 mai 2024.

46. Stephen Dziedzic, « [China seeks region-wide Pacific Islands agreement, Federated States of Micronesia decry draft as threatening 'regional stability'](#) », ABCNews, 25 mai 2022.

47. Ministère des Affaires étrangères (RPC), « [Fact Sheet: Cooperation between China and Pacific Island Countries](#) », 24 mai 2022.

48. « [China, some South Pacific countries hold dialogue on law enforcement, police cooperation](#) », Xinhua, 23 novembre 2022 ; « [China Vows to Strengthen Law Enforcement, Security Cooperation with Pacific Island Countries](#) », Xinhua, 9 décembre 2023 ; « [China, Pacific Island Countries Hold Dialogue on Law Enforcement](#) », Xinhua, 12 septembre 2024.

d'État chinois et ministre de la Sécurité publique, Wang Xiaohong⁴⁹. La dimension régionale de la coopération policière chinoise s'incarne aussi bien dans la participation de Pékin à l'organisation de la sécurité des jeux du Pacifique (2023)⁵⁰ que dans le projet de construction d'un Centre de formation policière Chine-îles du Pacifique au sein de l'Académie de police de la province du Fujian, inauguré en 2023⁵¹. Loin d'être institutionnalisée, la coopération policière régionale s'appuie de manière privilégiée sur les relations bilatérales, plus formalisées, que la Chine noue avec certains des EIO dans ce domaine.

En 2011, la Chine signe avec les îles Fidji le premier mémorandum de coopération policière, qui prévoit des échanges de personnels d'une durée de six mois. En 2021, Suva accueille aussi le premier superviseur de police chinois, Lu Lingzhen, au poste d'officier de liaison de la police du MSP⁵². La coopération sino-fidjienne s'interrompt en 2023 pendant quelques mois à la suite de l'élection de Rabuka, pour reprendre semble-t-il depuis 2024. Néanmoins, les autorités insulaires auraient précisé qu'il n'y aurait plus de forces de police chinoises intégrées à la police locale comme cela avait été le cas auparavant⁵³. En 2015, les îles Samoa signent un accord avec Pékin pour la construction d'un centre de formation de police pour un montant de 33 millions de US\$, projet qui aboutit en 2024⁵⁴. C'est avec les îles Salomon, après les émeutes d'Honaria fin 2021 qui ont fait de nombreux dégâts et victimes au sein du Chinatown de la ville, que Pékin met en place, dès 2022, l'une des coopérations policières les plus étendues avec un EIO. Outre la formation, du matériel ou des échanges de personnels, l'accord, partiellement rendu public, prévoirait le stationnement sur le territoire de forces de

49. Conseil d'État (RPC), « [China, Pacific Island countries hold dialogue on law enforcement](#) », Xinhua, 12 septembre 2024.

50. Stephen Dziedzic, « [China sending more police, donating equipment including drones to Solomon Islands for Pacific Games](#) », ABC News (Australie), 1^{er} novembre 2023.

51. 福建省人民政府外事办公室 [Bureau des affaires extérieures du Gouvernement populaire de la province du Fujian], « 中国-太平洋岛国警务培训中心正式揭牌 » [Inauguration officielle du centre de formation de police Chine-États insulaires du Pacifique], 福建省人民政府外事办公室 [Bureau des affaires extérieures du Gouvernement populaire de la province du Fujian], 12 décembre 2023, http://wb.fujian.gov.cn/jggk/bld/cgq/cgqhdbd/202312/t20231212_6329739.htm.

52. Fidji Police Force, « Enhancing collaboration », 10 septembre 2021, <https://www.police.gov.fj/view/1537>.

53. Peter Connolly, « China's Police Security in the Pacific Islands », Washington, The National Bureau of Asian Research, art. cité.

54. Government press release, « [\\$33 million Samoa Police Training Academy officially Handed over at Tafaigata](#) », Samoa Global News, 20 août 2024.

police chinoises⁵⁵. Ces dernières pourraient intervenir pour protéger les intérêts chinois de l'archipel en cas de besoin. Toutefois, même en l'absence de tels mémorandums, la Chine coopère avec les forces de police du Vanuatu, des Kiribati, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et des Tonga. Dans la plupart des cas, il s'agit officiellement d'aider les forces locales à assurer la sécurité des communautés de ressortissants chinois résidant sur ces territoires ou bien de lutter contre la criminalité chinoise. La protection des ressortissants chinois est ainsi le principal objectif affiché de la coopération policière avec les Tonga⁵⁶. Début novembre 2024, le commissaire de police des Tonga, Shane McLennan, a rencontré l'ambassadeur de Chine, Liu Weimin, et des représentants de la communauté chinoise locale afin de discuter des mesures à prendre pour renforcer la sécurité publique. Une telle réunion pour les mêmes motifs avait déjà eu lieu en 2017⁵⁷. En janvier 2024, le pays avait reçu de la part de la Chine de nouveaux équipements médico-légaux et une voiture de patrouille⁵⁸. Ce geste avait connu un précédent en 2022 avec le don de deux véhicules pour appuyer les équipes d'intervention tactique et de protection rapprochée de la police locale⁵⁹ et le versement d'un chèque de 65 000 dollars pour la modernisation de l'atelier mécanique du quartier général de la police⁶⁰.

Les échanges en matière de sécurité policière avec le Vanuatu sont également anciens puisque dès 2004, lors de la visite en Chine du Premier ministre de l'époque, Serge Vohor, Pékin et Port-Vila avaient signé un accord prévoyant la fourniture d'équipements et de formations aux forces de police de l'île, à la demande du ministre des Services publics du Vanuatu, en particulier dans le domaine de la lutte antiterroriste, de la garde du corps et de l'autodéfense⁶¹. Si cette coopération bilatérale n'a pas été constante jusqu'à présent, elle semble persister et se traduire par des échanges de services. Ainsi, en 2019, les autorités du Vanuatu ont

55. Daniel Hurst, « [Security agreement with China 'initialled' by both countries, Solomon Islands says](#) », *The Guardian*, 13 mars 2022.

56. « [Tonga Police and Chinese Embassy strengthen security cooperation for local Chinese community](#) », *Talanda 'O Tonga (TOT)*, 5 novembre 2024.

57. Ambassade de la RPC au Tonga, « [Tripartite Meeting to Improve the Safety Situation of the Chinese Community in Tonga](#) », 4 avril 2017.

58. « [New forensics equipment and patrol car for Tonga Police](#) », *Matangi Tonga Online*, 23 janvier 2024.

59. « [New Police vehicles from China](#) », *Matangi Tonga Online*, 21 décembre 2022.

60. « [China donates \\$65,000 to upgrade Tonga Police workshop](#) », *Matangi Tonga Online*, 12 octobre 2022.

61. « [China agrees to provide training to Vanuatu police force](#) », *AidData Online*, 2004.

accepté d'extrader vers la Chine six personnes chinoises possédant des « passeports du Vanuatu » sans qu'elles aient été au préalable poursuivies devant les tribunaux de l'île⁶². À l'été 2023, le Vanuatu a accueilli des experts de la police chinoise, ainsi que du matériel, pour assister les forces locales dans le maintien de l'ordre. Cette arrivée a eu lieu en pleine crise politique interne au Vanuatu, la cour suprême locale ayant déclaré que le Premier ministre avait perdu un vote de défiance au Parlement⁶³. En juillet 2024, le premier Ministre du Vanuatu en visite en Chine s'est rendu dans les locaux de l'entreprise Huawei pour étudier sa technologie en matière de surveillance, utilisée dans le domaine du maintien de la sécurité publique⁶⁴. Enfin, en septembre 2025, le ministre des Affaires intérieures, Andrew Napuat, a rencontré le conseiller d'État et ministre de la Sécurité publique, Wang Xiaohong⁶⁵. À la suite de cette visite, il était annoncé que Pékin fournirait du matériel pour plus de 3 millions de yuans⁶⁶ et que le Vanuatu prévoyait de signer un mémorandum de coopération policière avec la Chine. Ce déplacement et cette annonce succèdent à l'échec (temporaire ?) de la signature finale d'un accord de sécurité entre l'Australie et le Vanuatu, provoquant ainsi une vive réaction de Canberra et inversement une injonction du Vanuatu à respecter sa souveraineté⁶⁷. La coopération policière chinoise s'étend enfin aussi aux îles Kiribati qui, au début 2024, ont accueilli des représentants des forces de police chinoises⁶⁸. Selon Eeri Aritiera, commissaire de police par intérim des Kiribati, la collaboration avec la police chinoise porte sur des services de proximité, la formation aux arts martiaux (tai-chi, kung-fu) et le développement du programme de base de données sur la criminalité du pays. Selon les autorités locales, les Kiribati sollicitent la

62. « [Vanuatu defends speedy China extraditions](#) », France 24 (AFP), 2019.

63. « [Chinese police experts arrive in Vanuatu amid political crisis](#) », RNZ (Reuters), 27 août 2023.

64. Derrick Malama, « [Pacific News Minute: Vanuatu PM visits Chinese company to look at surveillance technology](#) », Hawai'i Public Radio, 12 juillet 2024.

65. State Council (PRC), « [China's police chief meets with Vanuatu's minister of internal affairs](#) », *State Council (PRC) website*, 20 septembre 2025.

66. « [China to donate \\$720,000 of equipment to Vanuatu police, minister says](#) », RNZ, 23 septembre 2025.

67. « [Vanuatu plans to sign police deal with China while Nakamal pact with Australia is left hanging](#) », ABCNews (Australie), 23 septembre 2025 ; « [Vanuatu minister tells Australia to respect China policing deal, rebukes Pat Conroy](#) », ABCNews (Australie), 25 septembre 2025.

68. Eric Frécon, *L'influence chinoise dans les Kiribati à l'épreuve de la longue durée*, Focus 1, IRSEM, juillet 2025.

Chine en la matière depuis 2022⁶⁹. En revanche, le rapprochement dans ce domaine avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, après les violences locales du début de l'année 2024, n'a pas abouti à un accord final⁷⁰, Port Moresby préférant l'offre australienne⁷¹.

Depuis les années 2010, la Chine a pris une place non négligeable auprès des EIO car elle s'est positionnée dans la région en réponse à leurs nombreux besoins en matière de développement, mais aussi de lutte contre les conséquences du changement climatique et de la sécurité policière. La seconde porte d'entrée privilégiée par les autorités chinoises pour s'y implanter est celle de leur potentiel économique qu'elles se proposent d'« aider » à exploiter.

Exploiter le potentiel économique offert par les EIO

Certains EIO proposent des ressources naturelles exploitables qui permettent à la Chine, via de nombreux acteurs publics et privés, de se positionner de manière compétitive. La Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon, par exemple, disposent de minerais terrestres comme le nickel et l'or dont l'économie chinoise a besoin et que les entreprises publiques et privées chinoises, seules ou en collaboration avec des multinationales étrangères (canadiennes ou australiennes surtout) exploitent. En règle générale, les entreprises chinoises mettent en place un processus d'intégration verticale (de l'extraction à la distribution en passant par le transport et la transformation). Ces minerais trouvent également leurs principaux marchés en Chine, comme c'est le cas pour le nickel extrait de la mine de Kolosori dans les îles Salomon⁷². Depuis 2019, c'est également l'or de ce territoire qui est extrait et exploité par une société chinoise majoritairement détenue par Wanguo International Mining, société cotée à Hong Kong, qui a racheté à la société australienne St Barbara la mine d'or Gold Ridge Mine des îles Salomon. Wanguo a passé un contrat de 825 millions de dollars avec l'entreprise publique China State Railway Group pour réaliser les travaux d'infrastructures autour de cette

69. « [China Extends Security Presence to Kiribati with Policing Assistance Program](#) », *Politics Today*, 24 février 2024. Pour une étude plus exhaustive sur la présence de la Chine aux Kiribati, voir Éric Frécon, « La présence chinoise dans les Kiribati à l'épreuve de la longue durée », *RDN*, 872, été 2024, p. 148-154.

70. « [US Official Urges Papua New Guinea to Reject Chinese Security Deal](#) », *VOA News*, 4 février 2024.

71. Prime Minister (Australia), « [Entry into force of the Australia – Papua New Guinea Bilateral Security Agreement](#) », 12 décembre 2024.

72. « Kolosori Nickel Project », *Pacific Nickel Mines Ltd*, <https://pacificnickel.com/projects/kolosori-nickel-project/>.

exploitation⁷³. Outre les minerais, quelques EIO peuvent aussi offrir des ressources forestières : c'est le cas au Vanuatu où elles sont exploitées par des entreprises chinoises dont les débouchés se trouvent sur place mais aussi et surtout en Chine. En revanche, le secteur agricole est globalement peu développé et la plupart des EIO souffrent d'un manque de denrées alimentaires (non produites sur place). Comme nous l'avons dit en évoquant les besoins de développement, l'agriculture est l'un des domaines où la RPC propose sa coopération, à la fois pour assurer les productions locales et pour favoriser certains secteurs d'exportations. En 2024, par exemple, s'est achevé un projet de coopération agro-technologique débuté en 2021 entre Pékin et les Tonga dans les domaines de l'élevage de porcs, de volailles et de la culture de légumes pour les besoins locaux et les exportations agricoles⁷⁴. De manière générale, l'approvisionnement en denrées alimentaires de la plupart des EIO est de longue date organisé via des réseaux passant par plusieurs États de la région, qui impliquent souvent des personnes d'origine chinoise, ou de nationalité chinoise, spécialisées dans ces activités (riz, supermarchés).

La principale ressource naturelle des EIO reste bien sûr l'océan. Leur superficie s'étend sur 8 millions de km² dont 5 % de terres émergées, ce qui laisse un très large espace maritime riche en ressources halieutiques et un potentiel de réserves énergétiques ou minières sous-marines. De fait, l'une des principales sources de revenus des EIO est constituée par la vente de licences de pêche et l'exportation de produits de la mer. La Chine est, dans les deux cas, un acteur majeur pour exploiter ces ressources ou les acheter. À titre d'exemple, en 2011, l'Association chinoise des pêcheries hauturières avait versé au ministère des Ressources marines des îles Cook un peu plus de 600 000 dollars américains pour 17 licences de pêche⁷⁵. Par ailleurs, les entreprises publiques ou privées chinoises y développent d'importants projets piscicoles. Ainsi, en 2018, le gouvernement des Tonga a approuvé un accord de coopération sur quinze ans pour l'élevage d'holothuries entre la société chinoise Vast Ocean Aquaculture Company (VOAC) et le ministère de la Pêche des Tonga⁷⁶. En 2020, la société chinoise Fujian Zhonghong Fishery Company a signé

73. « [Chinese redevelopment of Solomon Islands' Gold Ridge mine dubbed 'way over the top'](#) », ABCNews, 30 octobre 2019.

74. « [Three-year China-Aid Agro-Tech project ends, new team of experts to arrive](#) », *Talanoa 'O Tonga*, 3 juillet 2024.

75. « [China buys 17 licences to fish in Cook Islands waters](#) », RNZ, 31 décembre 2011.

76. H. E. Cao Xiaolin, « [From increased investment and diversified products to food security and common development](#) », *Matangi Tonga Online*, 9 juin 2023.

un protocole d'accord avec le gouvernement de Papouasie-Nouvelle-Guinée et le gouvernement provincial de Fly River pour construire un « parc industriel halieutique multifonctionnel » d'une valeur de 200 millions de dollars sur l'île de Daru⁷⁷. Aux Fidji, où la flotte de pêche chinoise peut compter plus de 100 bateaux chaque année, les pêcheurs chinois forment les locaux à des techniques de pêche avancées⁷⁸. Cependant ils sont aujourd'hui aussi parmi les plus nombreux à pratiquer les pêches illégales en Océanie, et les arrestations de navires chinois par les autorités locales sont fréquentes. Ainsi, en 2021, les autorités du Vanuatu ont procédé à l'arrestation de deux bateaux battant pavillon chinois, pris en train de pêcher illégalement⁷⁹. En mai 2024, des gardes-côtes américains en collaboration avec la police vanuataise ont intercepté et abordé six bateaux de pêche chinois dont les activités violaient les lois du Vanuatu⁸⁰. Des cas similaires ont été recensés en Papouasie-Nouvelle-Guinée⁸¹ et aux Kiribati.

Comme pour la plupart des États insulaires situés dans des zones climatiques propices, le tourisme constitue l'une des ressources économiques majeures des EIO. Depuis quelques années, la Chine se propose de collaborer avec les acteurs du secteur dans des domaines aussi divers que la construction d'infrastructures, la fourniture de services hôteliers mais aussi de loisirs tels que les casinos. Les entreprises chinoises sont d'autant plus intéressées par le développement de ces activités que les touristes chinois sont aujourd'hui dans le top 5 des fréquentations des EIO. Ces États attendent également que Pékin les inscrive sur la liste des destinations autorisées⁸² et puisse développer des lignes aériennes, à l'exemple de celles ouvertes en janvier 2024 avec les Samoa⁸³. Devenir des lieux de villégiature ou de résidence secondaire pour les nouvelles classes sociales aisées chinoises est un projet d'autant plus réalisable pour

77. Jeffrey Wall, « [China to build \\$200 million fishery project on Australia's doorstep](#) », *The Strategist*, 8 décembre 2020.

78. Xiaodi Liu, « [How China-Fiji fisheries cooperation reels in economic vitality for the island nation](#) », *South*, 17 octobre 2025.

79. Michael Field, « [Murky background to Vanuatu's Chinese fishing boat arrests](#) », *DailyPost Digital*, 28 janvier 2021.

80. « [U.S. Coast Guard Says Boardings of Chinese Fishing Vessels in South Pacific Legal](#) », *Captain (Reuters)*, 10 avril 2024.

81. Marjorie Finkeo, « [Chinese fishing vessels detained in Milne Bay](#) », *Papua New Guinea Post-Courier*, 23 janvier 2023.

82. « [Pacific Island nations hope to lure China's tourists with a promise of 'purity' as travellers return to the skies](#) », *Island Times*, 10 juillet 2024.

83. « [China and the 'Pathway for the Development of Samoa](#) », *China Diplomatic Digest*, 22 janvier 2024.

les États de l'Océanie que la plupart proposent également aux étrangers des « visas dorés » ou des permis de résidence longue durée en échange du versement d'une somme d'argent ou d'un investissement important (immobilier). Ceux-ci permettent à leurs détenteurs de placer et faire fructifier leur patrimoine financier, mais aussi de disposer de documents les autorisant à entrer librement ou plus facilement sur d'autres territoires, y compris parfois ceux de certains pays occidentaux. Ces ventes de citoyenneté « économique » sont une source majeure de rentrée fiscale (et de devises) pour les EIO⁸⁴. Elles peuvent parfois donner lieu à de la corruption. Inversement, les États qui subissent les activités délictuelles ou criminelles des détenteurs de ces « visas dorés » dénoncent systématiquement leurs pratiques. Depuis le début des années 2000, les ressortissants chinois sont parmi les étrangers les plus nombreux à les acheter. Auparavant, et dans le même temps, de nombreux ressortissants d'Asie du Sud-Est, souvent d'ascendance chinoise, ainsi que des citoyens de Hong Kong, avaient également acquis ces permis de résidence. Leurs raisons peuvent être tout à fait honnêtes et légitimes, mais parfois aussi correspondre à des activités illégales ou criminelles⁸⁵.

Les communautés chinoises : acteurs non étatiques de la politique d'influence chinoise⁸⁶ ?

La troisième porte d'entrée de la Chine dans les EIO est constituée par la présence de communautés chinoises, anciennes et nouvelles, qui peuvent jouer le rôle de relais économique, politique et sécuritaire pour l'implantation de ses intérêts.

Les relations entre la Chine et le Pacifique, antérieures à la venue des Européens, s'expliquent par la proximité de l'Asie du Sud-Est d'où proviennent les premiers marchands chinois (华裔) en quête d'opportunités commerciales (perles, bois de santal) qui étendent leurs réseaux à l'ensemble de la région. À ces pionniers se joignent, à la fin du XIX^e siècle, des travailleurs chinois sous contrat (华工) importés de Chine par les Européens, à l'image de la puissance coloniale allemande, pour l'exploitation des ressources naturelles aux Samoa, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et à Nauru. Ces premiers migrants, essentiellement des hommes,

84. Antony Van Fossen, « [Passports of convenience from the Pacific Islands](#) », *The Interpreter*, 21 décembre 2017.

85. Voir ci-après.

86. Cette partie a fait l'objet d'un article publié par l'auteur dans la *Revue Défense nationale*, 872, été 2024.

se marient avec des femmes locales et s'intègrent aux sociétés insulaires en maintenant, comme aux Samoa, une forte mémoire de leur culture et de leur histoire chinoise. La guerre du Pacifique, puis les indépendances des États insulaires participent à une ré-émigration de ces populations chinoises dans l'ensemble du Pacifique, renforçant leur implantation économique et familiale réticulaire. Pendant les années 1970-1990, s'y installent des descendants de Chinois d'Asie du Sud-Est et des Chinois de Taïwan. C'est à partir des années 1990 et au début des années 2000 que reprend l'immigration chinoise en provenance de la RPC⁸⁷. Ces flux en provenance de la RPC auraient dès 2000 fait dire à l'un des spécialistes de la région, Ron Crocombe : « certains se demandent si cette augmentation du nombre de citoyens chinois, qui se produit dans toute la région, n'est pas soutenue secrètement par Pékin pour renforcer la présence chinoise⁸⁸ ».

L'intérêt constant de la Chine depuis 1978 à l'égard des communautés chinoises (anciennes et nouvelles) à l'étranger, renforcé depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping, se traduit par l'élaboration et la mise en œuvre de politiques dédiées. En premier lieu, depuis plus de trois décennies, la Chine s'emploie à favoriser la mobilité de ses ressortissants et des descendants de Chinois via une politique migratoire facilitant les sorties, les retours et les circulations. À titre d'exemple, Pékin s'emploie à obtenir des gouvernements étrangers l'exemption de visas. La gestion des mobilités s'accompagne d'une politique diasporique, ou politique du maintien des liens avec ces communautés, fondée sur trois piliers : les associations, les médias et la préservation de la culture chinoise. Si ces deux politiques sont réapparues dès les années 1980, la politique de protection devient effective au début des années 2000. Depuis, elle s'est considérablement étoffée sur le plan légal (promulgation en 2023 du premier règlement sur la Protection consulaire), institutionnel (augmentation des représentations chinoises à l'étranger) et sécuritaire (projection des forces de sécurité chinoise – armée et police – pour la protection des intérêts des populations établies à l'étranger). Ces politiques sont relayées par les gouvernements chinois locaux, en particulier ceux dont sont originaires les plus importantes communautés outre-mer : Guangdong, Fujian et Zhejiang. La Chine continentale montre ainsi un

87. Fei Sheng, Graeme Smith, « The Shifting Fate of China's Pacific Diaspora », dans Graeme Smith, Terence Wesley-Smith, *Changing Regional Order in the Pacific Islands*, ANU Press, 2021, p. 427-450.

88. Cité dans Elisabeth Feizkhah, « [How to win Friends. Beijing is courting tiny friends](#) », *Time*, 4 juin 2001.

intérêt soutenu à l'égard des Chinois d'outre-mer (*Huaqiao*/ 华侨), mais aussi à l'égard de ceux ayant changé récemment de nationalité (*Huayi*/ 华裔) et plus généralement des descendants de Chinois (*Huaren*/ 华人). Dans quels buts ? Ces communautés chinoises peuvent-elles constituer pour Pékin, comme l'a affirmé Crocombe, un atout dans sa stratégie d'expansion dans le Pacifique Sud et en particulier dans les EIO ? Il semble qu'à l'instar de leurs homologues installés dans d'autres parties du monde, les communautés chinoises des îles du Pacifique Sud (comprenant l'Océanie) soient un relais économique, politique et sécuritaire de la présence régionale de la Chine et constituent un levier supplémentaire en faveur de son expansion stratégique.

Relais économique

Les communautés chinoises contribuent à faire de ces îles des marchés pour la production chinoise. La majorité des descendants de Chinois ont investi, et parfois monopolisé, les commerces de détail et les activités d'approvisionnement. Ils sont rejoints, voire concurrencés, par les nouveaux commerçants chinois. Tous écoulent des produits manufacturés importés de Chine. Les migrants les plus récents montent des entreprises de construction ou de services notamment dans le tourisme, secteur privilégié des relations avec la Chine comme nous l'avons dit, incluant des acteurs de la construction d'infrastructures et des tours opérateurs chinois. Les communautés chinoises contribuent aussi à la quête chinoise de ressources naturelles dans les États insulaires du Pacifique. Si elles sont d'abord l'objet d'accords gouvernementaux et une niche pour les entreprises publiques chinoises (State Owned Entreprises), ces exploitations (or, phosphates, forêts) impliquent aussi des entreprises privées dirigées par des ressortissants chinois installés dans ces États ou des descendants de Chinois qui savent avoir un accès privilégié au marché chinois pour écouler leur production. Les migrants chinois sont enfin un moyen et le résultat de l'expansion du marché du travail chinois. Des ouvriers chinois, embauchés par des entreprises chinoises, travaillent dans les mines de nickel ou de cuivre de Papouasie-Nouvelle-Guinée, dans les constructions d'infrastructures financées par des prêts alloués par la Chine aux Fidji ou aux Samoa, dans les exploitations forestières du Vanuatu ou dans les supermarchés chinois parsemés dans ces îles. À leur côté, on trouve des individus cherchant à faire fortune rapidement dans les activités commerciales, pour ensuite migrer vers d'autres horizons ou rentrer en Chine. Ces secteurs

embauchent leurs compatriotes, originaires des mêmes zones de départ et souvent membres de leur famille. Des citoyens chinois plus diplômés, appartenant à la classe moyenne supérieure, et désireux de trouver dans ces « petits » États un meilleur cadre de vie, les rejoignent. Depuis les années 2000, grâce à l'accès aux visas dorés commercialisés par les gouvernements des États insulaires, ils s'y installent pour travailler ou tout simplement en villégiature⁸⁹.

Relais politique

La Chine s'efforce également de mobiliser ces communautés chinoises en faveur de ses intérêts politiques comme, par exemple, la réunification de Taïwan avec le continent. Depuis 2018, sous la houlette de la politique du Front uni et de son département du travail du Front uni, le Conseil pour la promotion de la réunification a repris fermement en main les associations du même nom disséminées à travers le monde et a ouvert des représentations aux Fidji, aux Tonga, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Vanuatu, nommant souvent à leur tête des personnalités locales d'origine chinoise, influentes au sein de leur communauté⁹⁰. Les élites politiques locales d'origine chinoise sont également privilégiées par la Chine pour faciliter les relations bilatérales ou être des relais d'influence au sein des milieux politiques locaux. Dans une démarche « traditionnelle », la Chine emploie un narratif consistant à se présenter comme le berceau unifié de la culture chinoise, la terre des ancêtres, entretenant *de facto* des liens avec toute personne d'origine chinoise⁹¹. Sur la base d'une sinité partagée, elle s'efforce de proposer à ces personnalités une reconnaissance souvent symbolique (direction d'association, participation honorifique à des instances politiques). Ces échanges sont perçus de prime abord de manière positive et encouragés par les élites locales qui y voient un meilleur moyen de communiquer avec Pékin. Finalement, ces personnalités occupent des postes clés dans les institutions en charge des relations bilatérales. L'ambassadeur actuel des Fidji en Chine, Robert Lee, descendant d'une famille chinoise, a été à la fois un conseiller économique important du gouvernement fidjien et un membre influent de

89. Fei Sheng, Graeme Smith, « The Shifting Fate of China's Pacific Diaspora », *op. cit.* ; Liam Fox, « [Why Vanuatu's lucrative 'passports for sale' scheme is popular among Chinese nationals](#) », ABCNews, 6 août 2019.

90. Denghua Zhang, « China's diplomacy and diaspora perceptions: Evidence from the Pacific region », *Asia & the Pacific-Policy Studies*, 10 (1-3), janvier-septembre 2023, p. 49.

91. Carine Pina, « Mythes et narratifs stratégiques des relations entre la Chine et ses communautés outre-mer », *RDN*, 862, été 2023, p. 91-96.

la communauté chinoise fidjienne⁹². De manière plus globale, les communautés chinoises installées plus récemment dans ces États insulaires doivent, comme celles des autres États, contribuer à entretenir une image positive de la Chine. Pékin s'appuie de manière croissante sur leurs relais institutionnels (associations, chambres de commerce) pour fournir de l'aide humanitaire lors de catastrophes naturelles touchant ces îles, comme ce fut le cas au Vanuatu à la suite du cyclone de 2020⁹³.

Relais sécuritaire

Les accords de coopération policière ou bien les échanges ponctuels avec les forces de police chinoises⁹⁴ répondent à la nécessité de lutter contre des activités illégales ou criminelles menées par des ressortissants chinois menaçant la sécurité dudit État ou celle de la Chine. À titre d'exemple, la venue de forces policières chinoises à l'été 2023 au Vanuatu est liée au démantèlement à Singapour de réseaux de blanchiment et détournement d'argent via des fonds d'investissement. Des ressortissants chinois impliqués détenaient des passeports du Vanuatu, ce dernier en pratiquant la vente, comme d'autres États insulaires⁹⁵. En 2017, 77 ressortissants chinois sont arrêtés dans le cadre d'une opération policière conjointe sino-fidjienne puis rapatriés en Chine pour avoir mené des activités illégales sur internet à destination de la Chine⁹⁶. Les autorités de la Papouasie-Nouvelle-Guinée se plaignent de problèmes récurrents d'immigration chinoise illégale ou d'importation et ventes de produits contrefaits⁹⁷.

La coopération policière répond aussi à la nécessité de protéger les ressortissants chinois soit contre des activités criminelles menées par des compatriotes soit lors d'émeutes pouvant les viser, à l'image de celles du centre-ville d'Honiara ayant ciblé le Chinatown en 2021 ou en janvier 2024

92. Talebula Kate, « [Lee commissioned as Fiji's Ambassador to China](#) », *The Fiji Times*, 19 février 2024.

93. « [Vanuatu Chinese Community donates to TC Harold Relief efforts](#) », *DailyPost Vanuatu*, 25 avril 2020.

94. Carine Pina, « [China's International Police and Judicial Cooperation](#) », Research Paper 135, IRSEM, 3 mai 2023.

95. Aidan Jones, « [Citizenship for sale: Singapore's US\\$1.3 billion money laundering probe exposes Chinese criminals' paid-for passports](#) », *South China Morning Post*, 16 septembre 2023.

96. « [Mass deportation of Chinese from Fiji in latest offshore crackdown by Beijing](#) », *The Guardian*, 8 août 2017.

97. Patrick Matbob, « On-the-Ground Tensions with Chinese Traders in Papua New Guinea », dans Graeme Smith, Terence Wesley-Smith, *Changing Regional Order in the Pacific Islands*, op. cit., p. 451-472.

dans la capitale de la Papouasie-Nouvelle-Guinée⁹⁸. « La relation entre le pays d'origine et la diaspora est à double sens. Alors que le gouvernement chinois s'efforce d'obtenir le soutien de la diaspora à sa diplomatie, cette dernière attend de l'État une protection de qualité et d'autres services consulaires⁹⁹. » Pékin s'efforce aussi de muscler sa présence consulaire dans les îles du Pacifique, parfois « à moindre frais » comme avec le « mécanisme de protection volontaire consulaire » consistant à recruter parmi les communautés chinoises des volontaires chargés, entre autres, de faire le lien avec des victimes, les autorités chinoises et locales. Ce dispositif existe aux Fidji, aux Tonga et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Les communautés chinoises comme relais économique, politique ou sécuritaire constituent pour Pékin un moyen supplémentaire de son expansion régionale. Néanmoins, il est aussi important de souligner que l'ensemble des « Chinois d'outre-mer » ne sont pas tous acquis ou réceptifs à cette politique de la RPC. La plupart des Chinois (y compris d'origine) appartenant à des catégories socioprofessionnelles moindres se tiennent éloignés des autorités chinoises et de leurs représentations. Il existe aussi dans ces territoires des EIO des antagonismes importants entre anciens et nouveaux Chinois, les premiers reprochant aux seconds une concurrence déloyale et de ne pas souhaiter s'implanter ou s'intégrer de manière plus pérenne. Ces conflits seraient d'ailleurs un obstacle (ou une limite) à l'utilisation trop ostentatoire par Pékin des Chinois dans sa stratégie d'expansion en Océanie. Effectivement, il ne s'agirait pas de commettre la même « erreur » que par le passé en Asie du Sud-Est : en ciblant les communautés chinoises installées à l'étranger et en revendiquant ostensiblement leur rattachement, la Chine risque de les stigmatiser une nouvelle fois au regard des populations locales, jetant l'opprobre sur leur présence et leurs activités. Le résultat obtenu serait l'inverse de celui souhaité par Pékin : il éloignerait ces communautés d'outre-mer de la Chine et de ses autorités plutôt que de les en rapprocher.

La Chine est plus présente au sein des EIO car elle a pris soin de répondre à certains de leurs nombreux besoins essentiels, de se positionner pour exploiter les potentiels de ces territoires (et en tirer parti) et enfin, toute chose égale par ailleurs, de s'appuyer sur une population chinoise ou d'origine chinoise y résidant. Toutefois, comme elle le dit

98. Jack Lau, « [‘Hundreds of Chinese left homeless’ in Solomon Islands riots](#) », *South China Morning Post*, 6 décembre 2021 ; Antonio Graceffo, « [Papua New Guinea Violence Opens Door for China](#) », *The New Lens*, 20 mars 2024.

99. Denghua Zhang, « China's diplomacy and diaspora perceptions: Evidence from the Pacific region », art. cité, p. 55.

elle-même, elle n'est pas (seulement) un mécène, et ses relations doivent lui permettre d'atteindre aussi ses propres objectifs.

DES INTÉRÊTS CHINOIS NON NÉGLIGEABLES

La présence accrue de la Chine en Océanie a suivi la trajectoire croissante de ses moyens. Comme dans d'autres régions, elle s'explique par des visées économiques et diplomatiques, mais plus ici qu'ailleurs, elle répond à ses préoccupations stratégiques et sécuritaires.

Des visées économiques présentes et futures

La RPC est une économie insérée dans le système mondial : elle dépend de l'extérieur pour sa demande car ce sont des marchés où écouler ses productions (biens et services), mais aussi comme moyen d'approvisionnement (ressources énergétiques, minerais, matières premières agricoles et halieutiques). Si les acteurs chinois, publics comme privés, répondent en partie aux besoins économiques des EIO, ils en tirent également profit tant pour ouvrir de nouveaux marchés où écouler leur production que pour capter les ressources dont ils ont besoin. Les EIO ont également ouvert à la Chine, jusqu'à très récemment, de nouveaux territoires pour sa main-d'œuvre excédentaire (soit en matière de création d'entreprises, soit d'accompagnement des entreprises chinoises). Depuis 2013, son expansion économique au sein des EIO s'intègre dans la réalisation du projet de la BRI qui vise à connecter les économies extérieures à celle de la Chine, notamment par la construction d'infrastructures. Depuis la période de l'après-Covid-19, ces motivations économiques sont renforcées par le ralentissement général de la demande intérieure auquel s'ajoute depuis celui de la demande internationale. Ce dernier s'explique à la fois par les conflits en cours – au Proche-Orient et en Ukraine –, mais aussi par l'exacerbation de la compétition avec les États-Unis, en particulier depuis le retour de Trump au pouvoir (2025-) et ses décisions d'augmenter les droits de douane. Il est donc important pour la continuité de la croissance économique chinoise de se garantir l'accès à de nombreux autres marchés.

Tableau 3

		Échanges commerciaux 2023	
	Membres BRI	Exportations vers la Chine (en millions US\$)	Importations de Chine (en millions US\$)
Fidji	2018	32,4	465,8
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2016	2 174,1	1 471,4
Îles Salomon	2019	191,3	271,6
Îles Kiribati	2020	0,2	21,5
Îles Tonga	2018	0,3	24,4
Vanuatu	2018	6,6	28,1
Samoa	2018	0,14 ¹⁰⁰	47,5
Niue	2018	Non renseigné	Non renseigné
Îles Cook	2018	990	5,44 ¹⁰¹
Micronésie (États)	2018	3 785	3 128,79
Nauru	En cours	5,4 ¹⁰²	7
Palaos	n	Non renseigné	26,7
Îles Marshall	2018	Non renseigné	3 709,4
Tuvalu	n	Non renseigné	1,3

Sources : Asian Development Bank-Dataset-Country Profile
 [ex: <https://data.adb.org/dataset/fiji-key-indicators>]

Si les EIO peuvent effectivement contribuer à satisfaire les besoins actuels de l'économie chinoise, ils présentent un intérêt incontestable en matière de besoins futurs : leurs ZEE ne sont pas seulement riches en ressources halieutiques, mais aussi en ressources énergétiques et minérales. Les fonds marins contiendraient en effet les plus grandes quantités mondiales de minerais critiques. Ces minerais – cobalt, nickel, zinc, cuivre, lithium et manganèse – sont essentiels pour les technologies et les industries de la transition écologique ainsi que pour les applications aérospatiales et de défense. Ils attirent d'autant plus les convoitises que les réserves minières continentales sont jugées insuffisantes pour combler les nouvelles demandes. La Chine, déjà fortement impliquée dans la

100. <https://tradingeconomics.com/samoa/exports/china>

101. 2020 : <https://tradedata.pro/oceania-trade-data/cook-islands-import-export-data/>

102. 2023 : <https://www.globaltimes.cn/page/202401/1305413.shtml>

production et le traitement de terres rares et autres minerais (sur terre) cherche ainsi à s'assurer des accès privilégiés à ces mêmes ressources situées dans les profondeurs océaniques¹⁰³.

L'intérêt de la Chine pour l'exploration et l'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds marins remonte aux années 1980 au cours desquelles elle envoie deux premiers navires scientifiques entreprendre des études dans le centre, le nord et le nord-est du Pacifique¹⁰⁴. Pékin informe le président de UNCLOS III qu'elle a dépensé 40 millions de US\$ dans la recherche sur les nodules polymétalliques. L'Association chinoise sur la recherche et le développement des ressources minérales océaniques (COMRA), créée en 1990, est devenue depuis l'entreprise publique la plus importante dans le secteur. En tant que signataire de la convention de Montego Bay, la Chine s'est assurée une place prépondérante au sein de la principale organisation internationale en charge de réglementer ces activités : l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM). Elle en est devenue un des membres les plus actifs, notamment en disposant d'une mission permanente et de membres élus depuis 1996 au Conseil, l'organe de décision de l'institution. Outre cette position décisionnelle majeure, Pékin est aussi le premier bailleur de l'AIFM avec une contribution d'un montant de 2 161 049,66 US\$ (2025) sur un budget total de fonctionnement de 10 727 250,00 US\$¹⁰⁵ et aussi le premier bénéficiaire des licences d'exploration minière en eaux profondes octroyées par l'AIFM dans les zones réservées. Elle en totalise cinq dont trois pour la COMRA, une pour la China Minemetals Corporation et une pour la Beijing Pioneer Hi Tech Development Corporation¹⁰⁶. Les sites explorés se situent dans les eaux internationales du Pacifique, au nord-ouest et dans la zone de Clarion-Clipperton (ZCC). Ces éléments contribuent, en

103. Les analystes américains estiment que la Chine contrôle jusqu'à 80 % de la production mondiale de minerais de terres rares et jusqu'à 90 % des capacités de raffinage et de traitement associées. Elle raffine également 60 % de l'approvisionnement mondial en lithium, contrôle 80 % de la capacité mondiale de raffinage du cobalt et détient des participations financières ou est propriétaire d'un nombre important de mines d'où proviennent ces éléments. La Chine est également le premier producteur mondial d'autres minéraux clés tels que le nickel et l'aluminium, ce qui renforce encore sa domination sur les chaînes d'approvisionnement. James Halsell, « [The Future of Sovereignty in the Deep Sea](#) », U.S Naval Institute, janvier 2026.

104. Carine Pina, Nolwenn Gueguen, « [L'exploitation des ressources minières des grands fonds marins internationaux dans le Pacifique. Le rêve de Nauru, de la Chine... et des États-Unis](#) », Brève stratégique 72, IRSEM, 13 juin 2024.

105. ISA, « Contribution dashboard », <https://isa.org.jm/contributions-dashboard/>.

106. Carine Pina, Nolwenn Gueguen, « L'exploitation des ressources minières des grands fonds marins internationaux dans le Pacifique », art. cité.

principe, à bien positionner la Chine pour l'obtention des contrats potentiels d'exploitation future. Dans cette optique, elle œuvre à la réalisation du code minier (toujours en négociation) ; agirait pour contrer toutes demandes extérieures en vue de bannir les exploitations et appuierait les demandes des États insulaires de la région pour accélérer la mise en œuvre des activités d'exploitation des ressources minérales des grands fonds marins.

Si certains EIO sont très réticents à exploiter ce type de ressources pour des raisons avant tout environnementales, d'autres y voient des moyens de subvenir à leurs besoins. En 2022, le gouvernement des îles Cook a ainsi octroyé trois licences d'exploration en mer profonde pour des nodules polymétalliques, respectivement à l'entreprise Moana Minerals, filière de l'entreprise américaine Ocean Mineral ; à Cobalt (CIC) Limited, et à CIIC Seabed Resources Limited (un partenariat entre le gouvernement des îles Cook et l'entreprise belge GSR). Ces licences qui devaient arriver à échéance en 2027 ont été étendues en novembre 2025 pour cinq années complémentaires par un gouvernement qui continue de miser sur cette future manne financière¹⁰⁷. Quant à Nauru, elle tente depuis 2011, via sa compagnie NORI devenue depuis filiale du groupe minier canadien The Metals Company, de trouver des partenariats et d'obtenir des autorisations pour exploiter les fonds marins internationaux¹⁰⁸. En juin 2025, Nauru a révisé et mis à jour son accord commercial avec The Metals Company pour l'exploitation minière en eaux profondes dans les eaux internationales où se situent ces nodules¹⁰⁹. La Chine est bien évidemment très intéressée par ces opportunités. L'un des points de l'accord signé au printemps 2025 avec les îles Cook mentionne effectivement une « coopération future dans le secteur des minerais situés dans les fonds marins¹¹⁰ ».

Ces perspectives, alliées aux bénéfices actuels que la Chine tire de sa présence dans les EIO, se conjuguent à des considérations politiques majeures, liées essentiellement à sa confrontation avec les autorités de Taïwan.

107. Teuila Fuatai, « [Cook Islands govt rejects research saying deep sea mining not profitable](#) », RNZ, 8 janvier 2026.

108. Carine Pina, Nolwenn Gueguen, « L'exploitation des ressources minières des grands fonds marins internationaux dans le Pacifique », art. cité.

109. Adam Orlando, « [Nauru agreement: Trillions of dollars carpets seabed](#) », *Mining.com.au*, 20 juin 2025.

110. Lucy Craymer, « [What is the Cook Islands deal with China and what has worried NZ?](#) », Reuters, 19 février 2025.

Des visées diplomatiques

La présence croissante de la Chine auprès des EIO poursuit des objectifs diplomatiques, au premier rang desquels l'abandon de la reconnaissance de Taïwan au profit de la RPC. Les EIO étaient effectivement encore six en 2019 à préférer Taïpeh à Pékin : ils ne sont plus que trois (Palaos, îles Marshall, Tuvalu) en 2025. La RPC a pour l'instant réussi à s'imposer. Il est clair qu'elle a plus de moyens à offrir aux gouvernements des EIO et qu'elle n'hésite pas à le faire savoir et à le montrer afin de leur proposer de vendre leur souveraineté. C'est en grande partie ainsi que les îles Salomon (2019) ou les Kiribati (2019) ont accepté de changer leur reconnaissance. Néanmoins, le choix des EIO peut ne pas être définitif. En effet, comme l'ont fait les Kiribati, leurs gouvernements peuvent choisir d'aller vers l'un ou l'autre, en fonction du gouvernement présent, de la conjoncture régionale ou des gains susceptibles d'être obtenus de l'un ou de l'autre camp. Les gouvernements des EIO se servent clairement aussi de la question taïwanaise auprès des États-Unis, pour négocier des avantages ou tout simplement la concrétisation des « promesses » de ces derniers. Ainsi, en 2023, Palaos a mis en avant la possibilité de reconnaître la RPC, obligeant Washington à respecter ses engagements économiques et financiers à son égard¹¹¹.

La Chine œuvre également dans la région à l'éviction de la participation de Taïwan à toutes les organisations ou rencontres étatiques régionales. Lors du dernier sommet Chine-États insulaires du Pacifique de mai 2025 à Xiamen (Fujian), Pékin est parvenu à faire accepter (et à publier) dans le communiqué final, la reconnaissance par l'ensemble des participants que « Taïwan est une part inaliénable du territoire chinois et que la RPC est l'unique gouvernement légal représentant toute la Chine¹¹² ». Par la suite, la présence de Taïwan au sommet du Forum des États insulaires (2025), organisé par les îles Salomon, a prêté à polémique alors que Taïpeh y avait jusque-là toujours été invité. Lors d'une réunion préparatoire du sommet tenue en août 2025, les îles Salomon, via le secrétariat de l'organisation, ont déclaré interdire ce forum aux 21 États partenaires, ce qui outre Taïwan excluait la RPC, les États-Unis, l'Australie, la Nouvelle-Zélande ou la France, provoquant de vives réactions

111. Jessica Jones, « [Palau's President Wonders if US Is Committed to Promised Deal](#) », *VOA News*, 11 octobre 2023.

112. Cité in Katryn Paik, John Augé, « [China courts the Pacific. Key takeaways from 2025 China-Pacific Islands countries foreign ministers meeting](#) », *CSIS, Critical Questions*, 3 juin 2025.

de la part des autres membres et des accusations à l'encontre du gouvernement des îles Salomon d'être sous l'influence de la RPC¹¹³. À l'issue de ce 54^e forum qui s'est tenu du 8 au 12 septembre 2025, les commentaires reconnaissaient que cette solution avait été la « meilleure » pour éviter temporairement de nouvelles querelles entre les EIO¹¹⁴. Par ailleurs, à l'issue de ce forum, les dirigeants du Pacifique ont soutenu publiquement le droit de Taïwan à participer à la réunion régionale, rejetant ainsi la pression exercée par la Chine pour exclure l'île démocratique du Forum des îles du Pacifique (PIF), en déclarant que l'accord de 1992 qui actait cette participation était toujours valable¹¹⁵.

Si la question de Taïwan constituait un objectif diplomatique central du rapprochement de la Chine avec les EIO, on peut également considérer que ces derniers peuvent être des soutiens de poids de Pékin dans les instances internationales où leurs voix comptent à l'instar des « grands », y compris pour œuvrer dans ces enceintes à l'instauration d'une nouvelle gouvernance mondiale. De manière générale, entretenir de bonnes relations avec les États insulaires en développement permet à la RPC de confirmer qu'elle se tient aux côtés des pays du Sud global, en particulier pour les accompagner dans leur développement économique et social et dans leur lutte contre le réchauffement climatique. De manière plus prosaïque et pragmatique, sa présence en Océanie, et plus largement dans le Pacifique, poursuit aussi clairement des objectifs sécuritaires et stratégiques.

Des visées sécuritaires et stratégiques

Depuis le début du XXI^e siècle, la RPC a considérablement augmenté et modernisé ses capacités militaires. Elle obéit en cela à l'un des desseins de sa Grande Stratégie qui est de faire de l'Armée populaire de libération (APL) une force de stature mondiale, capable de se projeter sur l'ensemble du globe, à l'image de celle des États-Unis. Ses efforts ont donc tout particulièrement porté sur ses forces navales, devenues numériquement les plus importantes au monde avec un total de 371 navires. La Chine juge essentiel de se doter d'une marine militaire moderne à

113. Prianka Srinivasan, « [Tuvalu considers pulling out of Pacific leaders' summit amid China-linked power struggle](#) », *The Guardian*, 16 août 2025.

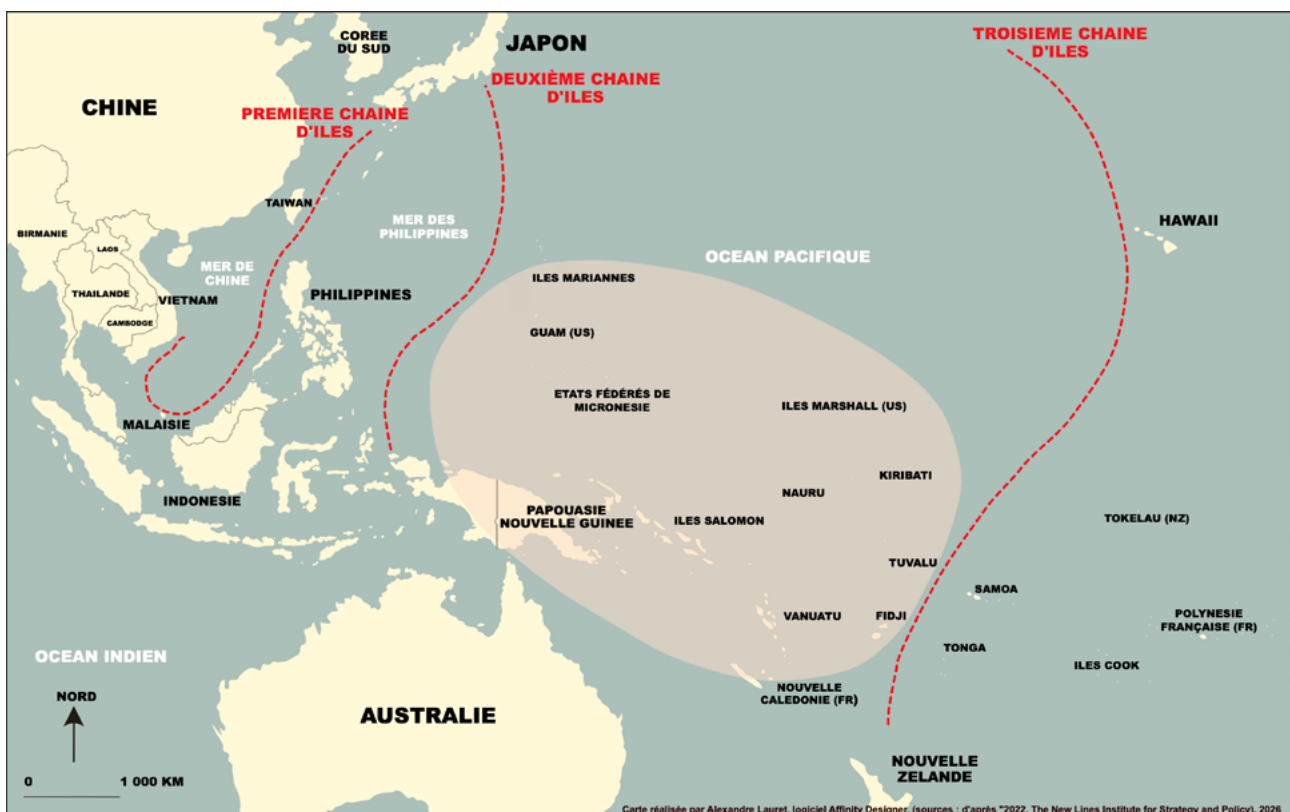
114. Katryn Paik, John Augé, « [Pacific Islands Forum 2025: Navigating Great-Power Rivalry](#) », CSIS, *Critical Questions*, 16 septembre 2025.

115. Eddie Osifelo, « [Forum Leaders recognise Taiwan](#) », *Solomon Star*, 14 septembre 2025.

la fois pour la protection de ses zones côtières, y compris de ce qu'elle estime lui appartenir (incluant Taïwan) et pour sa capacité à se projeter au-delà de la première chaîne d'îles, objectif énoncé dès les années 1980.

La théorie des trois chaînes d'îles permet d'analyser l'importance des pays insulaires en développement pour la stratégie militaire de la Chine. Les pays du Pacifique Nord – y compris Guam et les îles Mariannes du Nord – sont situés le long de la deuxième chaîne d'îles. Cette théorie créée par les États-Unis dans les années 1950 a été un moteur important du développement de la marine de l'APL. Les dirigeants successifs de la marine de l'APL ont élaboré différentes stratégies pour briser ces chaînes d'îles, notamment la « défense côtière » (1950-1985), la « défense des eaux du large » (1985-2008) et la « combinaison de la défense des eaux du large et de la protection de la haute mer » (depuis 2008). Les chaînes d'îles sont également apparues dans les rapports de l'APL, ce qui témoigne de leur importance militaire¹¹⁶.

Carte 2



Cet objectif est crucial pour Pékin à la fois pour affirmer ses revendications territoriales dans la mer de Chine du Sud, mais aussi dans une optique éventuelle de reprise par la force de Taïwan, pour contrer un éventuel blocus américain dans le Pacifique Sud (ou dans le détroit de Malacca). De plus, au-delà de la deuxième ligne d'îles, les États-Unis

116. Denghua Zhang, « [China's military engagement with Pacific Island countries](#) », *Asia & The Pacific Policy Society*, 11 août 2020.

disposent eux-mêmes d'un « bloc » concentré et important de présence militaire dans les îles Guam, Marshall et les États fédérés de Micronésie. Enfin, la Chine présente la projection de ses forces militaires comme le moyen privilégié d'assurer la protection de ses intérêts outre-mer.

La marine militaire chinoise se déploie aujourd'hui dans le Pacifique Sud à la fois bien au-delà de la seconde ligne d'îles et plus souvent, et y envoie des bâtiments de guerre de plus en plus imposants, selon des formations différentes et pour une variété de motifs qui tous permettent de tester ses capacités. Ainsi, comme d'autres États, la Chine entreprend depuis longtemps des visites navales et escales techniques dans le cadre de sa diplomatie militaire avec les EIO. Le premier déploiement de l'Armée de libération chinoise navale (APLN) en Océanie date de 1976, mais ses premières escales dans la région ne remontent qu'à 1998. La première visite d'entraînement naval de la Chine dans le Pacifique Sud a eu lieu en 2012. Jusqu'en 2023, ses navires ont effectué quelque 54 escales en Océanie ; la fréquence a augmenté depuis 2010, en particulier en Mélanésie et en Polynésie occidentale¹¹⁷. Les Fidji sont l'hôte le plus régulier avec 20 escales, dont de nombreux navires de repérage spatial Yuan Wang. En octobre 2023, le navire chinois *Qi Jiguang* a été accueilli en Papouasie-Nouvelle-Guinée à l'occasion d'une visite de trois jours. C'était la deuxième fois que la Chine y entreprenait une visite navale dans le cadre de sa diplomatie militaire, la première ayant eu lieu en 2017¹¹⁸. Le *Pacific Defence Monitor*, qui suit l'évolution de la défense et de la sécurité régionales dans l'océan Pacifique, a signalé l'arrivée du destroyer chinois de type 055 CNS *Xianyang* et du destroyer de type 052DL CNS *Nanning* à Port-Vila, la capitale et la plus grande ville du Vanuatu en octobre 2024. Il s'agit du premier déploiement connu d'un destroyer de type 055 dans la région. Le *Xianyang* est le huitième navire de guerre de type 055 admis au service actif en mars 2023. Le Vanuatu a approuvé et accepté la visite des navires de guerre pour « escale technique » permettant le ravitaillement en carburant, en eau et en nourriture, ainsi que pour le repos de l'équipage, a indiqué l'ambassade de Chine à Port-Vila dans une déclaration au *Pacific Defence Monitor*¹¹⁹.

Les opérations d'aide humanitaire et de secours en cas de catastrophes ou pour des motifs sanitaires (*Humanitarian Aid and Disaster*

117. *Ibid.*

118. Robert Dougherty, « [Chinese naval training ship arrives in PNG for goodwill visit](#) », *Defence Connect*, 2 octobre 2023.

119. Ryan Chan, « [Chinese Warships Put On Show of Force in South Pacific](#) », *Newsweek*, 22 octobre 2024.

Relief – HADR) sont un autre motif de la présence de bâtiments militaires de la RPC dans la région. Ce sont des activités qui font intervenir les forces de sécurité sur des terrains étrangers pour secourir des populations locales en cas de catastrophes naturelles et d'épidémies. Au regard de la multiplication de ces événements, les États sont appelés à mobiliser de manière croissante leurs forces armées pour venir au secours des victimes sur leurs propres territoires et au-delà pour les États les plus aguerries, et ce particulièrement dans la zone des EIO fortement affectés par le changement climatique et peu résilients. En Chine, depuis le début des années 2000, ces opérations constituent un sous-ensemble majeur des opérations militaires autres que la guerre (OMAG) menées par l'APL à l'extérieur du pays¹²⁰. Depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013-), les forces de l'APL ont effectué plus de 20 missions d'aide humanitaire et secours de populations à l'étranger, sans compter les interventions en 2014 et 2016 pour combattre l'épidémie Ebola¹²¹ et en 2020, celle de la Covid-19¹²².

Depuis les années 2010, dans la région du Pacifique Sud et en particulier en Océanie, les opérations HADR chinoises se traduisent essentiellement par les visites régulières des navires-hôpitaux militaires, le *Peace Ark*, l'*Auspicious Ark* et depuis octobre 2025 le *Silk Road Ark*. En 2018, le *Peace Ark* a visité 11 pays dans le Pacifique, les Caraïbes et l'Amérique latine pour fournir de l'aide médicale gratuite à plus de 50 000 locaux¹²³. Il y retourne en 2023 et fait escale pour soigner les habitants des îles Kiribati, Tonga, Salomon, Vanuatu et du Timor-Leste. Le nouveau navire-hôpital, le *Silk Road Ark*, entré en fonction en juillet 2024, est parti en septembre 2025 pour sa première mission « Harmonie ». Au cours de ce périple de 220 jours, le plus long de la série, le navire a fait escale dans une douzaine de pays, dont Nauru, les Fidji, les Tonga¹²⁴, la

120. Carine Pina, *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre (军队非战争军事行动) à l'étranger : quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*, Étude 115, IRSEM, 2024.

121. Jean-Pierre Cabestan, « China's Response to the 2014-2016 Ebola Crisis: Enhancing Africa's Soft Security under Sino-US Competition », *China Information*, 35 (1), 2021, p. 3-24.

122. Zi Yang, Jonghyuk Lee, « The PLA's International Relief Operations amid Regional and Global Disease Outbreaks-With References to the Ebola and Covid-19 Cases », *The Korean Journal of Defense Analysis*, 35 (2), juin 2023, p. 317-335.

123. Pour une carte des pays visités par les missions militaires navales médicales chinoises, voir Ryan Chan, « [Map Shows Global Reach of China's Hospital Ship Missions](#) », *Newsweek*, 27 septembre 2025.

124. « [Silk Road Ark visit](#) », *The Fidji Times*, 1^{er} octobre 2025 ; « [Chinese Navy hospital ship completes medical service to Fiji, heads for Tonga](#) », *Xinhua*, 8 octobre 2025.

Papouasie-Nouvelle-Guinée, poussant jusqu'en Amérique latine¹²⁵. La RPC intervient aussi militairement pour convoier des aides et du matériel humanitaire à la suite de catastrophes naturelles, récurrentes dans la région. Ainsi, en janvier 2022, l'avion-cargo Y-20 a livré du matériel de secours aux îles Tonga après l'éruption volcanique et le tsunami qui a suivi. Au mois de février de la même année, l'APL procure du matériel anti-épidémie aux îles Salomon. La Chine utilise également des moyens civils (représentations officielles, associations, chambres de commerce) pour aider les victimes de catastrophes naturelles. C'est par ces moyens qu'en mars 2023, elle fait parvenir de l'aide humanitaire au Vanuatu frappé par un cyclone¹²⁶ et en mars 2024, en Papouasie-Nouvelle-Guinée pour secourir les victimes des glissements de terrain¹²⁷.

Les exercices navals en haute mer de l'APLN (Zhan Lan 湛蓝 – bleu azur) sont présentés officiellement depuis 2016 comme des événements annuels qui permettent, au-delà de l'expérimentation des tirs réels, de mettre l'accent sur la formation au soutien au combat¹²⁸. Entre février et mars 2025, un groupe opérationnel de la marine chinoise a effectué une circumnavigation de l'Australie ainsi que deux exercices de tir réel dans la mer de Tasman, à peu près à mi-chemin entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande (21 et 22 février). Cette activité était une première pour la marine militaire chinoise à plus d'un titre : non seulement pour la circumnavigation de l'Australie, pour le choix de la proximité de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, mais aussi pour l'inclusion du croiseur de type 055 dans un déploiement en haute mer et pour l'activité de formation maritime simultanée dans les mers de Chine orientale (golfe du Tonkin) et méridionale (détroit de Taïwan). Si ces déploiements militaires dans les eaux territoriales ne présentent aucune illégalité, ces exercices dans la mer de Tasman ont été sujets à controverse de la part de Canberra et Wellington, car Pékin n'avait pas prévenu dans les délais habituels (12-24 heures à l'avance). Ces déploiements de l'APLN dans la zone du Pacifique Sud s'accompagnent de ceux des navires des gardes-côtes chinois, au nom de la défense de la liberté de navigation. En 2024,

125. « [Chinese hospital ship 'Silk Road Ark' sets sail for first overseas mission](#) », *ChinaDaily.Com.Cn*, 5 septembre 2025.

126. « [China supplies hurricane relief materials to Vanuatu](#) », CIDCA, 17 mars 2023.

127. Miriam Zarriga, « [PNG receives relief assistance from China](#) », *Papua Guinea Post Courier*, 30 avril 2024.

128. Dougal Robertson, « The Real Meaning Behind China's Live-Fire Drills Near Australia and New Zealand », *The Diplomat*, 26 mars 2025 ; Yu Lin Ying, Thomas He, « [The PLAN's Tasman Sea Drill: A Military Response to AUKUS](#) », The Jamestown Foundation, *China Brief Notes*, 11 mars 2025.

la RPC a enregistré officiellement 26 navires de sa Garde côtière (GCC) pour opérer dans la zone de la convention de la Commission des pêches du Pacifique occidental et central (WCPFC), marquant ainsi le premier déploiement de ce type. Depuis 2020, la Chine maintient quatre navires de garde-côtes dans la zone de la Commission de pêche du Pacifique Nord. Avec les nouvelles immatriculations, elle dispose de la troisième plus grande présence de sécurité maritime dans le Pacifique, après les États-Unis et l'Australie¹²⁹.

Derrière la présence militaire chinoise navale, certes accrue, mais somme toute à l'instar de celle des autres puissances de la région, se pose la question d'une extension d'un positionnement militaire plus pérenne de la Chine dans la région. Cette crainte émerge, entre autres, avec la reprise des relations diplomatiques en 2019 entre Pékin et les îles Kiribati. La Chine, qui y disposait jusqu'en 2003 d'une station de trajectographie spatiale, pourrait de fait la réinvestir et relancer ses ambitions spatiales dans cette région¹³⁰. La rumeur a également porté sur l'éventuelle remise en état d'une piste d'atterrissage sur l'île de Kanton (Canton) de ce même archipel, qui pourrait servir à l'armée de l'air chinoise¹³¹. Si ces éventualités peuvent être une source d'anxiété, celle-ci est écartée par le traité d'amitié signé entre les États-Unis et les Kiribati (traité de Tarawa de 1979, revu en 1983) qui précise dans l'article 3 :

Toute utilisation future par le gouvernement des États-Unis des installations construites par lui à Canton (Kanton), Enderbury et Hull (Orona) se fera conformément aux accords qui seront négociés entre les deux gouvernements. Le gouvernement de Kiribati convient que ces installations ne seront pas mises à la disposition de tiers à des fins militaires, sauf avec l'accord du gouvernement des États-Unis¹³².

Il renforce l'article 2 du traité qui stipule que toutes utilisations militaires par des parties-tiers des îles mentionnées dans le préambule, ce qui est le cas de Kanton, fera l'objet de consultations entre les deux parties¹³³. Parmi les autres « craintes » et rumeurs, celle de l'ouverture d'une éventuelle seconde base militaire chinoise (la première et la seule étant

129. Anne-Marie Brady, « [Facing up to China's Hybrid Warfare in the Pacific](#) », *The Diplomat*, 3 juin 2024.

130. Michelle Nichols, « [China restores ties with Kiribati, site of space tracking station](#) », Reuters, 28 juillet 2019.

131. Thomas Newdick, Joseph Trevithick, « [China Wants To Revive A Strategically Located Airfield Deep In The Pacific: Report](#) », *The Warzone News&Features*, 6 mai 2021.

132. « [Treaty of Friendship between the United States of America and the Republic of Kiribati](#) », UN FAO.

133. *Ibid.*

Djibouti), qui pourrait être facilitée par la politique de prêt, difficilement remboursable, menée par Pékin auprès de certains gouvernements de la région.

Le déploiement, essentiellement naval pour l'instant, des forces militaires chinoises dans cette région peut permettre à la Chine de remplir plusieurs objectifs stratégiques. Le premier est de pouvoir traverser les trois lignes d'îles du positionnement stratégique américain (et alliés) et de renforcer les capacités de projection de ses forces navales. Le deuxième serait de se rapprocher des bases militaires américaines situées sur les territoires des EIO (ex : îles Marshall) et des territoires américains (Guam, Hawaï, Samoa américain). Le troisième serait de montrer ses capacités aux autres puissances traditionnelles de la région (Australie, Nouvelle-Zélande, Japon, France). Ces déploiements illustreraient aussi, pour certains analystes américains et alliés, une stratégie de « zone grise », c'est-à-dire des actions qui se situent en dessous du seuil de la guerre et qui remettent en cause l'ordre stratégique existant¹³⁴. Cette présence lui permettrait enfin d'anticiper voire de gêner les manœuvres militaires américaines et leurs points de ravitaillement en cas de conflit ouvert.

La Chine et ses acteurs ont ainsi occupé dans les EIO une place vide, proposant à des États aux nombreux besoins, une stratégie de « gagnant-gagnant » grâce à laquelle Pékin répondait en partie à leurs desiderata en matière de développement économique, de défis face aux changements climatiques et aux questions de sécurité intérieure. La RPC s'y est positionnée en y exploitant les ressources proposées et en prenant parfois appui pour cela sur les communautés chinoises qui y résident. Son expansion au sein des États océaniques lui a permis de poursuivre ses propres intérêts économiques, diplomatiques et, ici plus qu'ailleurs, ses ambitions sécuritaires et stratégiques. Néanmoins, si effectivement cette implantation multisectorielle lui a permis d'accroître son « influence » en Océanie, cette situation semble n'avoir été que temporaire.

134. Thomas Newdick, Joseph Trevithick, « China Wants To Revive A Strategically Located Airfield Deep In The Pacific: Report », *op. cit.*

III. L'INFLUENCE CHINOISE AU SEIN DES ÉTATS INSULAIRES OCÉANIENS CONTRECARRÉE

L'amplitude d'action de la Chine au sein des EIO n'est pas, ou plus, aussi importante que l'on a pu l'imaginer. Elle a été (est) considérablement restreinte par la contre-offensive des puissances traditionnelles de la région face à sa présence. Si ces retours répondent indéniablement aux stratégies d'« enchères » et de *hedging* menées par les EIO, leurs modalités semblent difficilement compatibles avec le maintien d'un « Pacifique ouvert à tous et pacifié ».

LA RECRUDESCENCE DES ACTIVITÉS DES ÉTATS-UNIS ET DE LEURS ALLIÉS AU SEIN DES EIO

La présence de la RPC auprès des EIO n'a pas suscité de réactions virulentes des autres puissances de la région (Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis) jusqu'à la seconde moitié des années 2010, période à partir de laquelle l'expansion chinoise apparaît successivement comme pré-occupante puis dangereuse. Ce changement de paradigme enclenche un retour progressif mais important, et avant tout sécuritaire, de Washington suivi et soutenu par l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Le réengagement américain auprès des EIO : vers un tout sécuritaire

Comme le décrit Nic Maclellan¹, après des décennies d'ignorance des besoins de développement des EIO par les administrations américaines, Washington fait un timide retour sous l'administration Trump 1 (2016-2020), en nommant le premier directeur du Conseil de sécurité nationale pour l'Océanie et la sécurité Indo-Pacifique, chargé des îles du Pacifique, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Néanmoins, c'est sous l'administration Biden (2021-2025) que la contre-offensive américaine dans la région a été la plus marquante tant au niveau politique, social que sécuritaire. L'année 2022 a été particulièrement féconde en événements destinés à réaffirmer leur présence dans l'espace du Pacifique et au sein des

1. Nic Maclellan, « Les États-Unis en Micronésie : un renforcement militaire mais une perte d'influence », *RDN*, 872, été 2024, p. 163-168.

EIO qui soit à la fois plus en phase avec leurs besoins et en partenariat avec d'autres États occidentaux.

En juin 2022, Washington lance l'initiative *Partners in the Blue Pacific* dont l'objectif est de coordonner la politique d'aide aux États insulaires du Pacifique avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et le Royaume-Uni. Ces derniers se réunissent pour un premier sommet en septembre². Le même mois est organisé le premier sommet des États-Unis et des pays insulaires du Pacifique dont le communiqué final met l'accent sur le changement climatique, l'environnement et le régionalisme du Pacifique. Il est suivi au mois d'octobre 2022 par la publication de la *National Security Strategy* (NSS), document dans lequel il est clairement précisé que les États-Unis doivent investir dans les pays et s'aligner sur les alliés pour « surpasser la RPC dans les domaines technologique, économique, politique, militaire, du renseignement et de la gouvernance mondiale³ ». La NSS 2022 propose un plan pour créer « un treillis de relations solides, résistantes et se renforçant mutuellement⁴ » dans la région du Pacifique par le biais du partenariat Australie – Royaume-Uni – États-Unis (AUKUS) et du réseau de renseignement *Five Eyes* et du QUAD.

En 2023, l'administration démocrate poursuit l'offensive politique avec l'organisation du deuxième sommet avec les pays insulaires du Pacifique, suivi de réunions avec les présidents des États fédérés de Micronésie, des Palaos et de la République des îles Marshall. Elle renégocie avec eux les dispositions économiques des traités en leur accordant des droits de migration (droit d'asile climatique) et un financement fédéral en contrepartie de pouvoirs accrus en matière de défense, de sécurité et de politique étrangère. Enfin, les États-Unis reconnaissent officiellement les îles Cook et Niue comme des États indépendants⁵. En octobre 2024, lors de la 9^e rencontre des ministres de la Défense du Pacifique Sud a été décidée la création du Pacific Response Group (PRG) pour « renforcer leur capacité à répondre conjointement aux catastrophes d'origine climatique, à répondre à la demande accrue d'assistance humanitaire et de secours en cas de catastrophe rapides et efficaces, à faire face aux menaces pour la sécurité maritime, telles que la pêche illégale, non déclarée et non réglementée et la criminalité transnationale dans leurs

2. *Ibid.*, p. 163.

3. *Ibid.*

4. *Ibid.*

5. « [Joe Biden reconnaît officiellement les îles Cook et Niue dans le Pacifique, sur fond de tensions avec la Chine](#) », *Le Monde*, 25 septembre 2023.

vastes zones économiques exclusives, et à s'attaquer aux cyber menaces, en collaboration avec d'autres agences⁶ ».

Dans le domaine sécuritaire, l'administration Biden entreprend de réinvestir les bases américaines à Hawaï, à Guam et dans les îles de Micronésie en leur accordant d'importants financements. En juin 2024, a eu lieu la cérémonie officielle de prise de commandement de la nouvelle force interarmées américaine en Micronésie, dont l'une des missions principales est de coordonner les opérations de défense dans le Pacifique Nord⁷. On peut également citer le transfert de *Marines* et de leurs familles d'Okinawa vers la nouvelle base, Camp Batz, ouverte en janvier 2022 à Guam⁸. Cinq mille *Marines* seraient concernés dans le cadre d'un programme partiellement financé par le Japon. Le réinvestissement sécuritaire de la zone par Washington s'est appuyé par ailleurs sur de nouveaux partenariats avec les États de la zone. Ainsi, en mai 2023, les États-Unis et la Papouasie-Nouvelle-Guinée ont conclu un accord de coopération en matière de défense (DCA) garantissant à Washington l'accès à des installations stratégiques (militaires et civiles), ce qui oblige les autorités de la Papouasie-Nouvelle-Guinée à fournir des supports humains et matériels aux troupes américaines. Cet engagement s'accompagne d'un accord concernant la lutte contre les activités maritimes transnationales illicites⁹. Les États-Unis ont conclu un accord de défense semblable en 2024 avec les Fidji. Washington a également entrepris d'organiser des patrouilles de gardes-côtes communes avec les îles Kiribati¹⁰.

Malgré tout, de nombreuses décisions de l'administration Biden ont été bloquées par le Congrès, si bien qu'en mars 2024, la présidente des îles Marshall, Hilda Heine, a déclaré : « À un moment donné, notre nation devra sérieusement envisager d'autres options si les États-Unis ne peuvent pas ou ne veulent pas respecter leurs engagements envers nous. Notre pays a été un allié indéfectible des États-Unis, mais cela ne

6. « [Pacific defence ministers' approve creation of disaster response group for region](#) », RNZ, 4 octobre 2024.

7. « [Joint Task Force Micronesia Holds Assumption of Command Ceremony](#) », *USINDOPACOM Website*, 8 octobre 2024.

8. Irène Loewenson, « [New in 2024: Marines start moving from Japan to new base on Guam](#) », *MarineCorps Times*, 29 décembre 2023.

9. U.S Department of State, « [The United States and Papua New Guinea Sign New Defense Cooperation Agreement and an Agreement Concerning Counter Illicit Transnational Maritime Activity Operations](#) », 22 mai 2023.

10. « [U.S. Coast Guard conduct joint patrol with Kiribati partners under Operation Blue Pacific](#) », *USINDOPACOM Website*, 26 février 2024.

doit pas être considéré comme un acquis¹¹. » Ces tensions américaines internes présumaient peut-être déjà de la position de la seconde administration Trump (2025-) : renforcer les aspects sécuritaires américains auprès des EIO et dans le Pacifique au détriment des questions sociales et environnementales. Dès janvier 2025, Washington se retire une nouvelle fois du traité de Paris sur le réchauffement climatique, niant de fait la principale préoccupation des EIO. Trois mois plus tard, le gouvernement Trump 2 annonçait des droits de douanes allant de 10 % minima (Samoa, Tonga, îles Salomon, îles Cook, Kiribati, îles Marshall, Tuvalu, Nouvelle-Zélande) à environ 20 % (Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu) pour culminer à 30 % pour Nauru et les Fidji¹². Le démantèlement de l'agence des États-Unis pour le développement signe la fin de vastes programmes d'aides aux États de la région et les espoirs sont minces de voir l'initiative *Partners in the Blue Pacific* perdurer.

Toutefois l'administration Trump 2 ne délaisse pas la région pour autant. Parmi les décisions emblématiques prises en 2025, en lien direct avec les intérêts chinois dans le Pacifique, on peut citer en particulier le décret autorisant les entreprises américaines à entreprendre des exploitations de fonds marins dans les eaux américaines et internationales¹³ qui court-circuite les avancées chinoises au sein de l'AIFM et auprès des EIO favorables à ces extractions minières en eaux profondes. Quant à la NSS 2025, même si elle ne mentionne pas l'Océanie, elle fait de l'Indo-Pacifique un théâtre décisif pour la sécurité des États-Unis¹⁴. Les vingt-cinq paragraphes du document qui concernent cette seule région réaffirment qu'elle demeure le premier focus extérieur de la grande stratégie américaine. Le texte indique clairement que la compétition avec la Chine y est la principale préoccupation. Si cette dernière n'est plus abordée sous un angle idéologique (pas de condamnation du régime politique chinois), la compétition avec

11. « [Marshall Islands decries US funding delays](#) », *Taipei Times*, 26 janvier 2024.

12. « [Droits de douane : le tableau complet des 175 pays et territoires visés par Trump](#) », *La Tribune*, 8 avril 2025.

13. Ce décret adopté en avril 2025 a été renforcé par la décision de la National Oceanic and Atmospheric Administration visant à accélérer et à simplifier les délivrances des autorisations aux entreprises. « Exploitation minière : l'administration Trump simplifie les procédures d'extraction dans les eaux internationales », *Le Club des Juristes*, 21 janvier 2026, <https://www.leclubdesjuristes.com/en-bref/exploitation-miniere-ladministration-trump-simplifie-les-procedures-dextraction-dans-les-eaux-internationales-13817/>.

14. White House, *National Security Strategy of the United States of America*, novembre 2025, p. 23-24 ; « [U.S. Indo-Pacific Strategy in the 2025 National Security Strategy](#) », *Beyond the Horizon*, 7 décembre 2025.

Pékin est décrite comme axée sur les intérêts économiques et sécuritaires. Les stratégies économiques et militaires de Washington et de ses alliés y sont explicitement liées dans un « cercle vertueux¹⁵ », l'objectif étant de préserver « la supériorité militaire des États-Unis et de leurs alliés face à la Chine¹⁶ ». Washington rappelle qu'il ne soutiendra aucun changement unilatéral du *statu quo* dans le détroit de Taïwan et enjoint à ses alliés dans la région, entre autres, de renforcer leurs capacités car « [...] cela permettra de relier les questions de sécurité maritime le long de la première chaîne d'îles tout en renforçant la capacité des États-Unis et de leurs alliés à contrer toute tentative de s'emparer de Taïwan ou d'atteindre un équilibre des forces si défavorable à nos yeux qu'il rendrait impossible la défense de cette île¹⁷ ». Si les États-Unis réitèrent leur demande d'un engagement financier en matière sécuritaire plus important de la part de leurs alliés et des États de la région, ils y ajoutent de manière plus novatrice la nécessité de constituer des alliances (blocs) économiques pour contrer l'expansion chinoise. Comme le soulignent certains commentateurs, la NSS 2025 est un projet politique certes bien construit mais difficile à mettre en œuvre¹⁸. La cible chinoise y est clairement identifiée et la volonté des États-Unis d'endiguer son expansion au sein de la région fermement affirmée. Washington sait aussi que ses préoccupations sont à présent pleinement partagées par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, puissances traditionnelles de la région.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande : des partenaires privilégiés pour la « famille Pacifique »

L'Australie pour qui la « menace » chinoise est devenue un enjeu crucial, s'investit plus avant pour la contrer auprès des EIO. Ainsi, depuis 2018, elle accroît significativement ses engagements sécuritaires pour se présenter comme un partenaire sécuritaire « de choix » auprès de ses voisins¹⁹. Elle multiplie, en bilatéral ou avec d'autres alliés, les propositions de programme de coopération de défense, de police, de gestion

15. *Ibid.*

16. « U.S. Indo-Pacific Strategy in the 2025 National Security Strategy », *op. cit.*

17. White House, *National Security Strategy of the United States of America*, *op. cit.*, p. 23-24.

18. « U.S. Indo-Pacific Strategy in the 2025 National Security Strategy », *op. cit.*

19. Henrietta MacNeill-Stowers, Romitesh Kant, « The (in) security dilemma: Bilateral security agreements in the Pacific Islands region », *Pacific Dynamics*, 9 (3), « Changing geopolitics in Oceania », 2025, p. 1430-1448.

des frontières et de protection maritime²⁰. Entre 2023 et 2025, Canberra a signé sept accords bilatéraux de sécurité (Kiribati, Samoa, Tuvalu, Nauru, îles Salomon et Papouasie-Nouvelle-Guinée)²¹. Une telle coopération est en cours de finalisation avec le Vanuatu. L'Australie est un précurseur dans la conclusion de tels accords ; elle a signé dès 2017 un traité avec les îles Salomon lui permettant de déployer des forces militaires et policières dans l'archipel sur demande et acceptation des deux parties. Elle a ensuite étendu ses parapluies sécuritaires à Tuvalu (2017) et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée (2020). En revanche, depuis 2022 et la signature de l'accord de sécurité entre la Chine et les îles Salomon, Canberra propose des accords alliant clauses sécuritaires et « besoins » économiques des partenaires océaniques : à titre d'exemples, l'accord Falepili avec Tuvalu (2023) prévoit des droits de mobilité pour les ressortissants de l'île à destination de l'Australie ; l'accord de défense avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée (2024) est doublé la même année d'une convention permettant à cet État de faire participer une équipe nationale de rugby au championnat de la ligue australienne²². Enfin, lorsque cela semble possible, l'Australie fait en sorte que ces arrangements soient exclusifs : l'accord Falepili avec Tuvalu entérine dans son article 4 (al. 4) le principe de « convenir mutuellement avec l'Australie de tout partenariat, accord ou engagement avec tout autre État ou entité sur des questions liées à la sécurité et à la défense²³ ».

L'Australie n'est plus seule à se repositionner auprès des EIO pour contrer l'expansion chinoise. À l'origine moins vindicative que sa voisine à l'égard de Pékin, son premier partenaire commercial depuis 2017, la Nouvelle-Zélande semble aujourd'hui suivre l'approche défensive anglo-américaine à l'égard d'une Chine décrite comme menaçante²⁴. En 2018, le nouveau gouvernement de coalition dirigé par le Parti travailliste lance le programme *Pacific Reset*. Ce changement de politique étrangère notable de la Nouvelle-Zélande envers la région des îles du Pacifique se traduit par un réengagement diplomatique, sécuritaire et

20. Astrid Young, Blake Johnson, « [Friends to all: Achieving Australia's shared vision for the Pacific](#) », *The Strategist*, ASPI, 20 août 2025.

21. Henrietta MacNeill-Stowers, Romitesh Kant, « The (in) security dilemma », art. cité.

22. *Ibid.*, p. 1436.

23. Cité dans Anna Powles, « Friends to all, bound to some: Pacific Island states, security agreements and the regional order », *Pacific Dynamics*, 9 (3), « Changing geopolitics in Oceania », 2025, p. 1419.

24. Iati Iati, « Framing China: New Zealand's foreign policy shapes China discourse », *Pacific Dynamics*, 9 (3), « Changing geopolitics in Oceania », 2025, p. 1482-1498.

financier de Wellington auprès des EIO²⁵. Ainsi, en 2021, le gouvernement néo-zélandais signe une « Déclaration de partenariat » avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée, actualisée en 2025 lors de la célébration du cinquantenaire de leurs relations. Les investissements néo-zélandais annoncés lors des visites bilatérales de 2025 concernent aussi bien la modernisation des institutions de Port Moresby, des activités de consolidation de la paix dans les hautes terres de la Papouasie-Nouvelle-Guinée que le développement d'une ferme solaire à Bougainville²⁶. En 2024, Wellington a conclu de telles « Déclarations de partenariat » avec les Tonga et les Samoa. Il s'agit de répondre à la « menace chinoise » qui vise, selon les documents officiels publiés, l'ordre international fondé sur le droit, la sécurité de la région de la Nouvelle-Zélande (le Pacifique) et les intérêts nationaux fondamentaux²⁷.

Cette position s'affirme plus nettement encore en 2025 à la suite de la signature entre les îles Cook et la Chine du Plan d'action 2025-2030 pour un partenariat stratégique. La Nouvelle-Zélande a présenté cette coopération comme pouvant compromettre ses propres intérêts en matière de sécurité et a invoqué son accord de libre association avec les îles Cook, en particulier la Déclaration commune du centenaire de 2001, pour exiger la divulgation complète non seulement des détails du partenariat (qui sont désormais publiés en ligne), mais aussi des discussions connexes²⁸. Le refus des autorités des îles Cook a conduit le gouvernement néo-zélandais à suspendre l'aide accordée (30 millions de NZ\$) à ce territoire, en arguant du fait que les accords d'associations impliquaient que Wellington soit « consulté » *a priori* sur les engagements internationaux pris par ces territoires²⁹. La Nouvelle-Zélande emboîte ainsi le pas à l'Australie en négociant, depuis, de nouveaux partenariats « exclusifs » avec les autres EIO. À titre d'exemple, la déclaration politique signée le 13 novembre 2025 entre Niue et la Nouvelle-Zélande stipule explicitement (article 5), que Niue doit mener sa politique étrangère « en cohérence avec son alignement durable sur les intérêts fondamentaux

25. Anna Powles, « Identity, national security and influence: The "Pacific Reset" and shaping New Zealand's relations with the Pacific islands », *Development Bulletin*, 2021, p. 32-36.

26. Alakihifo Vailala, « [NZ, PNG celebrate 50 years of diplomacy with renewed partnership](#) », *Pacific Media Network*, 20 mars 2025.

27. Iati Iati, « Framing China », art. cité, p. 1482.

28. *Ibid.*, p. 1492.

29. « [New Zealand PM should step in over worsening Cook Islands spat, expert says](#) », *Cook Islands News*, 11 novembre 2025.

de la Nouvelle-Zélande³⁰ ». Wellington double cette approche bilatérale d'un réinvestissement diplomatique régional, notamment en soutenant l'organisation de forums destinés à coordonner les réponses collectives aux divers défis stratégiques et sécuritaires, et en particulier celui de la criminalité internationale³¹.

La contre-offensive des puissances traditionnelles de la région³², États-Unis en tête suivis principalement par l'Australie et la Nouvelle-Zélande, restreint effectivement la présence chinoise auprès des EIO. Cependant, elle répond aussi à leurs souhaits et constitue de fait un succès pour leur politique de *hedging* et d'« enchères », succès qui néanmoins n'est pas sans conséquences sur leur positionnement stratégique individuel ou collectif.

UN PACIFIQUE OUVERT À PRESQUE TOUS ET LOIN D'ÊTRE PACIFIÉ

Si les États insulaires d'Océanie reconnaissent l'existence de la compétition entre la Chine et les États-Unis (et leurs alliés), ils estimaient pour partie, jusqu'à très récemment, qu'elle ne devait pas être le seul fil directeur pour établir leurs interactions avec les différentes puissances. Favorables à des modèles relationnels alternatifs³³, ils militent officiellement en faveur d'une « nouvelle diplomatie du Pacifique³⁴ » et défendent une position d'équidistance entre Washington et Pékin en affirmant d'une voix commune qu'ils sont « amis de tous et ennemis de personne³⁵ ». Lors du dernier Forum des îles du Pacifique aux îles Salomon en septembre 2025, ils ont adopté « la Déclaration de l'océan de

30. « [Political Declaration between the Prime Minister of New Zealand and the Prime Minister of Niue. November 2025](#) », The official website of the New Zealand Government, 13 novembre 2025.

31. Astrid Young, Blake Johnson, « [Friends to all: What a friend wants, what a Pacific island country needs](#) », *The Strategist*, ASPI, 18 août 2025.

32. Enfin, la France qui revendique son appartenance à la zone du fait de ses territoires de Nouvelle-Calédonie, de Polynésie française et Wallis et Futuna, entreprend aussi, seule ou en coopération, de répondre aux besoins de développement ou de sécurité des États régionaux. Paris est en cela accompagné de l'Union européenne qui, depuis 2018, a également accru ses interventions dans le Pacifique en faveur des questions de développement, des problématiques climatiques et de sécurité, notamment maritime. Enrico d'Ambrogio, « The EU and the Pacific Island countries. Between climate change and geopolitical rivalries », *European Parliamentary Research Service*, Briefing, mai 2025.

33. Patrick Köllner, « "Beyond "Indo-Pacific": Understanding Small Pacific Powers on Their Own Terms », art. cité.

34. Greg Fry, *Framing the Islands: Power and Diplomatic Agency in Pacific Regionalism*, ANU Press, 2019.

35. Meg Keen, Alan Tidwell, « Geopolitics in the Pacific Islands: Playing for advantage », Lowy Institute, Policy Brief, 31 janvier 2024.

paix », en rappelant la nécessité de préserver la région de tous conflits et en réaffirmant ainsi leur souveraineté et leur agentivité³⁶. À cette occasion, le Premier ministre des Salomon, Jeremiah Manele, a déclaré : « La Déclaration pour un Pacifique bleu et pacifique est un appel lancé au Pacifique pour qu'il prenne son destin en main, place le développement au cœur de notre programme pour la paix et libère nos peuples de la misère et de la peur, afin qu'ils puissent vivre dans la dignité³⁷. »

En se concentrant sur les défis économiques, sociaux et climatiques du Pacifique bleu, sans prendre parti pour les deux principaux concurrents, ils restent (ou disent rester) à la fois ouverts aux offres de partenariat de Pékin et de Washington, mais aussi à toutes celles qui les aideront à répondre à leurs besoins (sécuritaires compris) et à atteindre leurs objectifs³⁸. Les États insulaires d'Océanie continuent de proclamer qu'ils défendent une approche propre de leur positionnement et de l'environnement stratégique régional, parfois à l'encontre des récits des puissances traditionnelles de la région (États-Unis, Australie, Nouvelle-Zélande)³⁹. Comme nous l'avons vu, contrairement à l'époque de la guerre froide, les perspectives et les analyses des pays du Sud, et parmi ces derniers en particulier celles des « petits », conduisent à ne plus focaliser l'attention seulement sur la rivalité entre les grandes puissances⁴⁰, mais à prendre en considération les intérêts particuliers de ces États. Ces approches sont non seulement approuvées par la Chine, mais elles semblent être de plus en plus intégrées à celles des alliés traditionnels de Washington, et en particulier l'Australie⁴¹.

36. Katryn Paik, John Augé, « Pacific Islands Forum 2025: Navigating Great-Power Rivalry », art. cité.

37. Cité *ibid.*

38. *Ibid.*

39. Patrick Köllner, « “Beyond “Indo-Pacific”: Understanding Small Pacific Powers on Their Own Terms », art. cité.

40. Outre le respect des souverainetés et la reconnaissance de l'agentivité de ces États, ces approches et analyses décentrées de la seule compétition des grandes puissances, permettent aussi de ne pas négliger l'existence d'autres formes de concurrence/coopération qui se situent au-delà des intérêts nationaux étatiques, en l'occurrence celles que se livrent les grandes entreprises privées multinationales. Ces dernières poursuivent avant tout leurs propres intérêts, souvent indépendamment des États dont elles auraient la nationalité et de ceux dont elles tirent leurs bénéfices. Ainsi, dans les îles Salomon, les mines de nickel de Kolosori sont exploitées par un consortium australo-canadien (Pacific Nickel Mines) auquel est associé Glencore, société anglo-suisse et dont les minerais sont exportés pour transformation et exploitation vers la Chine.

41. C'est ce que l'on peut notamment lire dans une série d'articles publiés par le think tank australien, ASPI, au cours de l'été 2025 et intitulé « Friends-to-all », <https://www.aspistrategist.org.au/dinkus/friends-to-all/>.

Si la RPC est la bienvenue dans ces territoires, sa présence est loin d'être, et d'avoir été, souhaitée comme exclusive par les EIO qui n'hésitent pas à critiquer ses agissements ou ses ambitions. Comme nombre d'États de la région Indo-Pacifique, les EIO, à l'exception des territoires liés aux États-Unis, affirment clairement qu'ils ne veulent pas choisir entre les camps américain ou chinois. Ils sont prêts à toutes les coopérations dans la mesure où ils ont d'énormes besoins et que finalement cette compétition leur permet d'obtenir les moyens de leur développement. Ils semblent ainsi ne pas hésiter à changer de partenaires, comme ils l'ont déjà fait par exemple en optant pour Taïwan ou la Chine, lorsque l'un est plus offrant et si un choix leur est imposé. Dans la mesure du possible, ils semblent opter pour toutes les propositions aussi bien en matière économique que sécuritaire. Leur priorité reste officiellement la défense de leur particularisme et de leur homogénéité dans le cadre du Pacifique et en particulier de l'Océanie, région qu'ils souhaitent maintenir sans aucun conflit ouvert. Les stratégies de « couverture » semblent ainsi parfaitement décrire celles qu'ils mettent en œuvre, aussi bien à l'égard de Pékin que de Washington et ses alliés.

Si les États insulaires du Pacifique ne se considèrent pas comme menacés sur le plan militaire par l'une ou l'autre des puissances régionales, *a fortiori*, ils ne souhaitent pas être traités comme des pions dans les jeux stratégiques qui se déroulent dans le Pacifique ou dans l'ensemble de l'Indo-Pacifique. De fait, ils se sont opposés jusqu'à présent à l'exacerbation de la compétition entre les grandes puissances qui aboutit inexorablement à une militarisation accrue de la région. En août 2024, « Baron Waqa, secrétaire général du Forum des îles du Pacifique (FIP), s'est fait l'écho des préoccupations concernant l'escalade au début du mois, en déclarant que la concurrence géopolitique n'était pas la bienvenue » pour les membres du FIP et a précisé que les îles du Pacifique ne voulaient pas que les États-Unis et la Chine « se battent dans notre arrière-cour », ajoutant : « Nous sommes une région pacifique »⁴². De même, lorsque la Chine a effectué, entre le 24 et le 25 septembre 2024, un tir de missile balistique intercontinental dans le Pacifique⁴³, une

42. Vallejera Jayvee, « [‘We don’t want them to fight in our backyard’](#) », *Pacific Island Times*, 5 août 2024.

43. Ce missile, qui n'emportait qu'une ogive factice comme c'est l'usage dans ce type d'exercice, a été lancé de l'île de Hainan, au sud de la Chine. Il a survolé le Japon avant de s'écraser en mer, 11 700 kilomètres plus loin, non loin de la Polynésie française. Selon les médias chinois, il s'agirait d'un Dongfeng-31. Les autorités françaises auraient été prévenues en amont.

première depuis plusieurs dizaines d'années, les gouvernements des EIO ont publiquement critiqué Pékin, à l'image du communiqué officiel publié par le gouvernement des Kiribati selon lequel : « Les hautes mers du Pacifique ne sont pas des poches isolées d'océans, elles font partie de notre continent bleu du Pacifique et des Kiribati. C'est pourquoi nous appelons tous les pays impliqués dans des essais d'armes à mettre fin à ces actes afin de maintenir la paix et la stabilité dans le monde⁴⁴. » L'importance de la neutralité a de nouveau été réitérée par le Premier ministre fidjien, Sitiveni Rabuka, en juillet 2025. Il a affirmé en conférence de presse : « Lors de toutes leurs récentes discussions, les dirigeants du Pacifique ont essayé d'opter pour des politiques qui soient amicales envers tous et ennemies envers personne. C'est une voie assez difficile à suivre, mais c'est possible⁴⁵. » Il a également ajouté que les Fidji s'opposeraient à l'établissement d'une base militaire chinoise dans la région⁴⁶.

Toutefois, cette position devient de plus en plus difficile à tenir et à mettre en œuvre, compte tenu de la signature récente par nombre d'entre eux d'accords bilatéraux de sécurité, souvent exclusifs, avec les puissances traditionnelles (États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande). Comme le souligne Anna Powles, « [...] les obligations prévues dans ces accords de sécurité pourraient les pousser à s'aligner, ce qui risquerait de compromettre leur flexibilité en matière de politique étrangère⁴⁷ ». Pour défendre ce positionnement, le gouvernement des Fidji explique qu'être amis de tous ne signifie pas que toutes les relations ont la même importance, et qu'effectivement les Fidji ont des amis traditionnels. Ce sont des arguments similaires qu'avancent les autorités de Papouasie-Nouvelle-Guinée pour justifier des accords de sécurité signés avec les États-Unis ou l'Australie⁴⁸. Indéniablement, la position de « couverture » des EIO entre la Chine et les États-Unis et leurs alliés, leur a effectivement été bénéfique en ce qui concerne les réponses à leurs besoins. C'est aussi un succès pour les États-Unis et leurs alliés qui parviennent ainsi à endiguer l'expansion chinoise dans la région. Pourtant, cette position semble difficilement « viable » dans un contexte de compétition exacerbée qui

44. Kirsty Needham, « [China's Pacific ally Kiribati criticises Beijing missile launch](#) », Reuters, 8 octobre 2024.

45. Kirsty Needham, « [Fiji says China military base not welcome as Pacific islands steer between superpowers](#) », Reuters, 2 juillet 2025.

46. *Ibid.*

47. Anna Powles, « Friends to all, bound to some », art. cité, p. 1420.

48. *Ibid.*

obligent les EIO à privilégier une partie par rapport à l'autre et à accroître la sécurisation de la région. À terme, elle peut tendre à n'être qu'un « alignement » sur l'un des compétiteurs au détriment de l'autre : les EIO seraient alors en cas de conflit ouvert des cibles pour l'autre partie, ici la Chine.

La présence de la Chine au sein des EIO rencontre à l'heure actuelle une opposition de plus en plus importante, ferme et organisée de la part des États-Unis, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande. Outre les discours qui présentent la Chine comme une menace, les politiques et surtout les moyens mis en œuvre pour reconquérir les EIO montrent une volonté ferme de limiter, voire de réduire drastiquement, la présence chinoise. L'administration Trump 2 semble focalisée avant tout sur le sécuritaire et le renforcement de la présence militaire en étant suivie dans ce domaine par l'Australie et la Nouvelle-Zélande qui négocient ou renégocient de nombreux traités militaires avec les gouvernements de l'Océanie. Si leurs retours sont bénéfiques pour les EIO, ils comportent aussi des risques et surtout ils remettent indéniablement en cause leurs politiques et leurs stratégies extérieures.

CONCLUSION

Comme le montre l'importante littérature sur la question des « petits » États, ces derniers n'ont finalement de « petits » que le qualificatif dont on les affuble. Les EIO sont, pour la plupart, de « petits » États insulaires en développement, confrontés à d'immenses défis (y compris les conséquences du changement climatique) et dans l'ensemble peu résilients et peu dotés. De par leur configuration géographique et leur situation insulaire-archipélagique, leur économie et leur subsistance dépendent *de facto* des relations établies entre eux et avec les « grandes » puissances de la région (Australie, Nouvelle-Zélande et États-Unis). Se déclarant en Océanie, « amis de tous et ennemis de personne », ils se doivent de naviguer dans la compétition que s'y livrent la Chine et les États-Unis, formant avec eux un système « tampon ». Faisant preuve de créativité, ils utilisent des tactiques très diverses, allant de la stratégie de « couverture » à celle des « enchères », et proposent des ressources souvent peu orthodoxes pour tirer le meilleur parti de chacun des protagonistes présents dans le but ultime de défendre leurs propres intérêts. La Chine et ses acteurs se sont ainsi positionnés tout naturellement au sein des EIO.

Effectivement bienvenus en Océanie, les intérêts chinois s'y sont progressivement étendus en suivant la stratégie bien rodée de Pékin du « gagnant-gagnant ». La Chine y affirme sa présence, ses activités et ses acteurs en privilégiant trois moyens : aider les EIO à répondre à leurs nombreux besoins, exploiter les potentiels économiques qu'ils proposent et s'appuyer sur les communautés chinoises qui y résident ou bien s'y installent. Comme dans d'autres régions, Pékin n'est pas un mécène mais un partenaire qui poursuit ses propres objectifs économiques, diplomatiques, et surtout dans cette partie du monde, stratégiques. Ces derniers sont particuliers à la région, « proche périphérie » de la Chine, alors que la confrontation avec les États-Unis, militairement très présents dans la zone, s'exacerbe et qu'un potentiel conflit militaire autour de la question de Taïwan n'est plus à exclure. Les visées stratégiques de Pékin se manifestent par une présence croissante de ses forces militaires (essentiellement navales) en Océanie, comme dans l'ensemble du Pacifique. Toutefois, le tir de missile de 2024 et la signature d'un traité de sécurité avec les îles Salomon en 2022 ont été deux « mauvais » signaux pour ses partenaires océaniens, ainsi que pour les États-Unis et leurs alliés.

Depuis, la riposte de ces derniers à la présence chinoise en Océanie a été plus systématique, et surtout, s'est traduite par des politiques (mesures et budgets) à destination des EIO, reprenant les trois mêmes créneaux que ceux investis par la Chine. La contre-offensive est non seulement croissante, mais elle semble aussi de plus en plus coordonnée entre les puissances traditionnelles de la zone. Depuis l'administration Trump 1 jusqu'à aujourd'hui, Washington réaffirme l'importance de contrer Pékin dans cette région, projet largement suivi par l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les EIO obtiennent ainsi des gains de ce retour, y compris et surtout en matière militaire avec la signature de nombreux traités bilatéraux de sécurité, généralement exclusifs. Par ailleurs, Washington, Canberra et Wellington leur proposent des « solutions » que la RPC n'offre pas (ne veut pas ou ne peut pas offrir) qui sont un levier « d'influence » bien plus puissant : le droit d'immigration pour les populations de territoires appelés à s'amoinrir, voire à disparaître, à cause de la montée des océans. Finalement, si la présence chinoise actuelle au sein de l'Océanie ne semble pas, pour l'instant, remise en question, la contre-offensive des puissances traditionnelles de la région constitue un sérieux coup d'arrêt à son expansion.

La région du Pacifique, et donc l'Océanie, est aujourd'hui un théâtre des plus sensibles de la compétition exacerbée entre les États-Unis et la Chine. Pour certains auteurs, la confrontation sino-américaine augure d'une « transition de puissances¹ » qui rend difficiles, voire obsolètes, les stratégies extérieures de « couverture » suivies par les autres États, surtout si l'une ou les deux grandes puissances accentuent leur pression à leur encontre. Les EIO sont écartelés entre leur principe de politique étrangère traditionnelle (*hedging*) et leur « suivisme » (*bandwagoning*) au profit des États-Unis et de leurs alliés dans la région. La contradiction affecte la cohésion des EIO, fissure leur approche régionale de la sécurité et semble donner raison à... Thucydide.

1. Kai He, Huiyun Feng, *After Hedging. Hard Choices for the Indo-Pacific States between United States and China*, Cambridge, Cambridge University Press, « Cambridge Elements », 2025.

STRATÉGIES CHINOISES ET ÉQUILIBRES DE PUISSANCE EN OCÉANIE INSULAIRE

Carine Pina

Dans la région Asie-Pacifique (Indo-Pacifique), peut-être plus qu'ailleurs, la Chine est à la fois un partenaire économique majeur et un catalyseur d'« anxiété géopolitique ». De fait, sa présence et son influence se sont considérablement étendues dans cette vaste région suivant l'accroissement de ses moyens économiques, politiques et sécuritaires. Depuis le début du XXI^e siècle, et plus encore depuis l'arrivée au pouvoir de Xi Jinping (2013-), son développement économique et militaire inquiète. L'extension des intérêts chinois et le renforcement des relations entre Pékin et les États insulaires océaniques depuis le début du XXI^e siècle n'échappent pas à ces réactions. *A priori*, le déséquilibre entre les éléments de puissance de la Chine et des États insulaires océaniques laisse à penser que l'implantation de la première au sein des seconds aurait pu être subie plutôt que souhaitée. Or il existe aujourd'hui une importante littérature théorique qui montre l'existence d'une réelle créativité dans les relations internationales des « petits » États. Effectivement bienvenus, les intérêts chinois se sont progressivement étendus en Océanie en suivant la stratégie bien rodée de Pékin du « gagnant-gagnant » qui lui permet de poursuivre ses propres intérêts économiques, politiques et, surtout dans cet espace, stratégiques et sécuritaires. La contre-offensive des États-Unis et de leurs alliés, puissances traditionnelles de la région, est aujourd'hui non seulement croissante, mais aussi de plus en plus coordonnée. La région du Pacifique, et donc des États insulaires océaniques, est actuellement l'un des théâtres les plus sensibles de la compétition exacerbée entre les États-Unis et la Chine. Un jeu de go au détriment des « petits » États insulaires océaniques ?